Nº 6 ET 7. JUIN—JUILLET. 1907.

BULLETIN INTERNATIONAL
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES
DE CRACOVIE.

CLASSE DE PHILOLOGIE.
CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

ANZEIGER
DER
AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN
IN KRAKAU.

PHILOLOGISCHE KLASSE.
HISTORISCH-PHILOSOPHISCHE KLASSE.



CRACOVIE
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ
1907.

L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE A ÉTÉ FONDÉE EN 1873 PAR

S. M. L'EMPEREUR FRANÇOIS JOSEPH I.

PROTECTEUR DE L'ACADÉMIE :

S. A. I. L'ARCHIDUC FRANÇOIS FERDINAND D'AUTRICHE-ESTE.

VICE-PROTECTEUR : S. E. M. JULIEN DE DUNAJEWSKI.

PRÉSIDENT: S. E. M. LE COMTE STANISLAS TARNOWSKI.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: M. BOLESLAS ULANOWSKI

EXTRAIT DES STATUTS DE L'ACADÉMIE:

(§ 2). L'Académie est placée sous l'auguste patronage de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique. Le protecteur et le Vice-Protecteur sont nommés par S. M. l'Empereur.

(§ 4). L'Académie est divisée en trois classes:

a) classe de philologie,

b) classe d'histoire et de philosophie,

c) classe des Sciences mathématiques et naturelles.

(§ 12). La langue officielle de l'Académie est la langue polonaise.

Depuis 1885, l'Académie publie, en deux séries, le „Bulletin international" qui paraît tous les mois, sauf en août et septembre. La première série est consacrée aux travaux des Classes de Philologie, d'Histoire et de Philosophie. La seconde est consacrée aux travaux de la Classe des sciences mathématiques et naturelles. Chaque série contient les procès verbaux des séances ainsi que les résumés, rédigés en français, en anglais, en allemand ou en latin, des travaux présentés à l'Académie.

Le prix de l'abonnement est de 6 k. = 8 fr.
Les livraisons se vendent séparément à 80 h. = 90 centimes.

Publié par l'Académie
sous la direction du Secrétaire général de l'Académie
M. Boleslas Ulanowski.

Nakładem Akademii Umiejętności.

Kraków, 1907. — Drukarnia Uniwersytetu Jagiellońskiego pod zarządem J. Filipowskiego.

BULLETIN INTERNATIONAL
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE.

I. CLASSE DE PHILOLOGIE.

II. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

Nº 6 et 7. Juin—Juillet. 1907.

SÉANCES

I. CLASSE DE PHILOLOGIE.

SÉANCE DU 10 JUIN 1907.

PRÉSIDENCE DE M. C. MORAWSKI.

Le Secrétaire dépose sur le bureau les dernières publications de la Classe:

L. TRZCIŃSKA: »Szkolnictwo ludowe w Rzeczypospolitej krakowskiej (1815—1846)«. *(Les ecoles primaires de la République de Cracovie [1815—1846]),* 8-o, p. 111.

M. J. ŁOŚ présente son travail: „*Sur les particules et conjonctions polonaises*“.

M. W. BRUCHNALSKI présente son travail: „*La culture de la Renaissance et la non-reception du droit romain en Pologne*“.

Le Secrétaire présente le compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 25 mai 1907 [1]).

[1]) Voir Résumés p. 70.

SÉANCE DU 8 JUILLET 1907

Présidence de M. C. MORAWSKI.

Le Secrétaire dépose sur le bureau les dernières publications de la Classe:

»Biblioteka pisarzów polskich. Nr. 54. Rozmyślanie o Żywocie Pana Jezusa«. *(Bibliothèque des écrivains polonais. Nr. 54. „Méditations sur la vie de Notre Seigneur Jésus", ed. Al. Brückner),* 8-o, p. 484.

W. Bruchnaski: »Rozwój twórczości poetyckiej Mikołaja Reja«. *(Evolution de l'activité litteraire de Nicolas Rej),* 8-o, p. 85.

O. Kolberg: »Wołyń. Obrzędy, melodye, pieśni z brulionów pośmiertnych wydał J. Tretiak przy współudziale St. Fischera i F. Szopskiego«. *(La Volhynie. Coutumes et cérémonies locales, chants; ed. par M. J. Tretiak en collaboration avec MM. St. Fischer et F. Szopski, d'après les manuscrits posthumes de l'auteur),* 8-o, p. XI et 450.

Le Secrétaire présente le travail de feu Z. Kniazołucki: *„Etude sur la genèse du poème de Nicolas Rej: »Image de la vie d'un honnête homme«".*

Le Secrétaire présente les travails de M. T. Grabowski: 1) *„Quel est l'auteur de Protée (1565)";* 2) *Pierre Skarga S. J. et les luttes religieuses du XVI-e siècle. I-ère partie. Les prédécesseurs de Skarga".*

Le Secrétaire présente le compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 20 juin 1907.

II. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

SÉANCE DU 17 JUIN 1907.

Présidence de M. F. ZOLL.

Le Secrétaire présente le travail de M. J. Ptaśnik: *„Comment le denier de S. Pierre a collaboré à l'unité politique et religieuse en Pologne".*

Le Secrétaire présente le travail de M. R. Taubenschlag: *„L'organisation judiciaire de l'Egypte à l'époque romaine et byzantine"* [1]).

[1]) Voir Résumés p. 78.

Le Secrétaire présente le travail de M. M. Schorr: *„Le Code d'Hammurabi et la pratique juridique contemporaine“* [1]).

Le Secrétaire présente le compte rendu de M. T. Smoleński: *„Recherches exécutées dans le Haute Egypte par la mission austro-hongroise en 1907“* [2]).

SÉANCE DU 9 JUILLET 1907.

Présidence de M. F. ZOLL.

Le Secrétaire dépose sur le bureau la dernière publication de la Classe:

J. Ptaśnik: »Kollektorzy Kamery Apostolskiej w Polsce piastowskiej«. *(Les collecteurs de la Chambre apostolique en Pologne)*, 8-o, p. 80.

M. St. Krzyżanowski présente son article: *„Le dernier règne de Ladislas Laskonogi (jambe de bois) à Cracovie“*; et rend compte de la publication des *„Monumenta Poloniae palaeographica“*.

Le Secrétaire présente le travail de M. Fr. Bujak: *„La construction d'un navire de guerre en Pologne* (*1570—1572*).

[1]) Voir Résumés p. 87.
[2]) Voir Résumés p. 104.

Résumés

12. **Posiedzenie Komisyi do badania historyi sztuki w Polsce z dnia 25-go maja 1907 r.** ***(Compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 25 mai 1907).***

Le président rend hommage à la mémoire de M. Grégoire Worobjew, prématurément enlevé à l'affection des siens et aux travaux de la Commission dont depuis plusieurs années il était un des membres les plus actifs. Grégoire Worobjew malgré les circonstances le plus défavorables s'occupait des choses polonaises, des monuments polonais, les étudiait, les photographiait et publiait ses travaux dans des périodiques russes. Il envoyait aussi de fréquentes et intéressantes communications à la Commission. Il a habité pendant quelque temps Płock, puis, en dernier lieu, Łomża où il occupait un poste élevé.

Le Secrétaire présente à la Commission un mémoire de M. l'abbé Brykczyński, sur l'église de Kleczkow. Le président communique une suite d'excellentes copies à l'aquarelle des peintures ruthènes qui décorent la chapelle de la Sainte Trinité au château de Lublin, copies dues à M. Joseph Smoliński. M. Stanislas Zarewicz parle de deux sculptures gothiques polychromiques, à savoir: une figure du Christ dans la chapelle de la S. Vierge de Częstochowa à l'église de Notre-Dame de Cracovie, et une mort de la Vierge, à l'église S. Florian, à Cracovie. Ces deux ouvrages datent de la fin du XV-e ou des premières années du XVI-e siècle. M. Ladislas Bartynowski présente les photographies de deux portraits, faites par M. le comte Isidore Czosnowski, à Rome. Ces deux portraits étaient jusqu'ici inconnus. L'un est celui du roi Sigismond III; l'autre celui d'un magnat polonais du XVIII-e siècle.

M. Marcel Nałęcz Dobrowolski donne lecture d'un fragment de son travail sur „l'iconographie de la mort dans l'art", fragment concernant l'art polonais. L'auteur s'arrête tout particulièrement aux „Danses des morts". Parmi ces peintures, il y en a deux qui méritent tout spécialement l'attention: la „Danse des Morts" de l'église des Bernardins à Cracovie, et le tableau qui se trouve actuellement dans le Cabinet de l'histoire de l'art de l'université jagellonienne. La première de ces deux compositions, due sans aucun doute à un peintre polonais, est de la plus haute valeur artistique. Elle fut exécutée dans la seconde moitié du XVII-e siècle. On y remarque l'influence des écoles flamande et française. Les personnages qui figurent dans cette danse des morts sont des contemporains, entre autres, le roi Michel Korybut Wiśniowiecki, le pape Clément X, l'évêque André Lipski, Jean Albert Wasa, Stanislas Koniecpolski, etc. Les idées et les tendances de l'époque trouvent un écho évident et fidèle dans les différentes scènes du tableau qui avant tout est une peinture de genre.

Le second tableau peint, d'après le rapporteur, vers la fin du XVI-e ou au commencement du XVII-e siècle, et restauré à l'huile au XVIII-e siècle, est aussi un ouvrage fort caractéristique. Le rapporteur illustre sa communication d'une suite de reproductions photographiques de compositions analogues aux deux qu'il analyse, et notamment les danses des morts du cloître de l'église S. Catherine à Cracovie, celles de Nowy Targ, du couvent des Visitandines, du couvent des Frères mineurs, etc.

Au sujet du mémoire de M. Dobrowolski s'engage une vive discussion à laquelle prennent part MM. Sokołowski, Creizenach, le comte G. Mycielski, Tomkowicz, le chanoine Górzyński et J. Pagaczewski.

---

13. STANISLAUS KUTRZEBA: **Mężobójstwo w prawie polskim XIV i XV wieku.** ***(Das Tötungsverbrechen im polnischen Recht im XIV und XV Jahrhundert).***

I. Begriff und Arten des Tötungsverbrechens. Das polnische Recht kennt keinen Unterschied zwischen Mord und Totschlag. Die Tötung (homicidium) ist das Verbrechen desjenigen, der den Tod eines anderen Menschen verursacht. Unter diesen

Begriff fällt auch der Kindermord und die Abtreibung der Leibesfrucht, die keine besonderen Verbrechen bilden. Als besondere Art des Tötungsverbrechens unterscheidet das Recht die Verwandtentötung, das ist die Tötung einer verwandten Person, insofern der Tötende sie beerben würde.

II. Die Schuld. Die Statute Kasimirs des Großen heben die Haftung des Eigentümers einer Sache für den Tod eines Menschen auf, wenn der Tod durch diese Sache unabhängig von der Tat eines Menschen verursacht wurde, so z. B. durch das Herabstürzen von eines anderen Baum (Tötungsverbrechen „ohne Ursache"). Für den Tod, der durch Tiere verursacht ist, haftet ihr Besitzer nur in dem Falle, wenn er sie dazu angereizt hat (z. B. durch Hetzen der Hunde). Der Herr haftet für die Untaten der von ihm abhängigen Leute nur dann, wenn 1) von ihm der Befehl ausgegangen ist, die Tötung zu vollbringen, und 2) wenn er den Schuldigen, der seiner patrimonialen Gerichtsbarkeit unterliegt, auf Verlangen der Geschädigten nicht vor sein Gericht gezogen hat (ius locale, iusticie complementum facere), oder ihn durch eigene Schuld nicht vor das Staatsgericht stellt, wenn der Schuldige seiner Gerichtsbarkeit nicht unterliegt. Doch kann er sich, wenn es sich um die *locatio iuris* handelt, von der Schuld durch Auslieferung des Mörders in die Hände der Geschädigten befreien. Für fremde Untat haftet auch der, der diese Haftung als Bürgschaft auf sich genommen hat. Haftung für Tiere und fremde Untaten ist auf Geldhaftung beschränkt. Das polnische Recht kennt wohl den Unterschied zwischen gewollter und absichtsloser Tötung, straft jedoch beide in gleicher Weise. Die Konstitution vom J. 1496, die sogar ziemlich klar diese Begriffe definiert hat, hat trotzdem die absichtslos Tötenden von der Haftung nicht losgesprochen.

III. Wegfall der Rechtswidrigkeit. Ausgeschlossen ist die Schuld in Rücksicht auf die Person des Getöteten, wenn derselbe friedlos ist. Die Statute Kasimirs des Großen hoben einen zweiten Wegfall auf, die Tötung einer Buhlerin. Solange Privatrache als vom Recht anerkannt besteht, schließt eine Tötung, die aus Privatrache vollzogen ist, die Schuld aus (vide V). Als Überreste dieses Racherechts sind Fälle anzusehen, die ebenfalls die Schuld ausschließen, und zwar: 1) die Tötung eines Felddiebes, der beim Getreidediebstahl von dem Eigentümer, dessen Dienern oder Freunden auf frischer Tat ertappt wird; 2) die Tötung, die aus Anlaß — „ex

initio" — des Getöteten geschehen ist, d. h., wenn der Getötete den Streit, in dem er getötet wurde, veranlaßt hat, indem er denjenigen, der ihn in dem Streit getötet hat, anreizte (*nagabywać*). Von diesem Standpunkt wich im Jahre 1472 das masovische, und vielleicht auch das Recht in Großpolen zurück. Als spezielle Fälle der Tötung *ex inicio* treten auf die Tötung eines Menschen, der andere auf offener Landstraße, und desjenigen, der gewaltsam ein fremdes Haus überfällt. Die Konstitution vom Jahre 1496 führt den Begriff der Notwehr ein, beseitigt also prinzipiell das *ex inicio* und spricht wohl die Tötenden in Fällen der Notwehr von der Staatsstrafe (dem Turm) los, läßt sie jedoch Wehrgeld zahlen. Die Schuld ist ausgeschlossen, wenn die Tötung auf Befehl der Obrigkeit geschehen ist, insofern es sich um die Staatsgewalt handelt. Ein Todesurteil, das durch ein Stadt- oder Dorfgericht vollzogen worden ist, ist nur in dem Falle schuldfrei, wenn es an einem wirklich Schuldigen vollzogen worden und im Wege des gesetzlichen Gerichtsverfahrens. Ebenso ist die Schuld bei der Tötung eines solchen ausgeschlossen, der sich bei der Schließung eines Kontraktes derselben unterworfen hat, im Falle wenn dieser Kontrakt nicht erfüllt werden sollte.

IV. Die kollektive Schuld. Teilnahme am Verbrechen. Die kollektive Schuld des Geschlechtes wird prinzipiell im XIV. Jahrh. so von dem polnischen wie von dem masovischen Rechte aufgehoben und auf die Haftung des Individuums beschränkt. Ein Überbleibsel der Haftung des Geschlechtes für Tötung ist die kollektive Haftung (nur in Geld) der in Gütergemeinschaft lebenden (indivisi) Verwandten und der Erben, ferner, daß bei Verwandtentötung der Verlust der Erbrechte auf die Güter des Getöteten auch über die Erben des Tötenden verhängt wurde. Die kollektive Schuld der Verbände tritt im XIV. und XV. Jahrhundert als Haftung der Städte und Dörfer auf, innerhalb deren Grenzen die Tötung erfolgt war, während schon im XIV. Jahrh. eine ebensolche Haftung der Mark (vicinia, opole) verschwindet. Strafen erleiden sei es die Stadt, wenn es sich um Geldstrafe handelt, sei es bei anderen Strafen die Ratsherrn, öfters mitsamt den Schöffen oder Zunftältesten. Die Mitschuldigen haften alle in gleichem Maße. Eine der Vorschriften aus den Statuten Kasimirs des Großen, die, falsch verstanden, sich nur auf die Beweisfrage bei der Tötung bezieht (der die Tötung Ahndende soll den Beweis nur in Bezug

auf einen der Täter führen, die anderen Beschuldigten haben hingegen das Vorrecht zum Gegenbeweise), hat die Entstehung der Theorie bewirkt, daß für Tötung als Täter nur einer, die anderen als Gehilfen haften können. Dieser Begriff tritt schon im Mittelalter auf, obwohl er erst später endgültig im polnischen Recht siegte. Auch im masovischen Rechte erscheint er in dem Statut vom Jahre 1453. Die Gehilfen werden zur Rechenschaft gezogen, wenn sie *manibus et consilio* Hilfe leisten; die Anstiftung also allein geht straflos aus. Anders werden die dem Täter gesellschaftlich gleichstehenden Gehilfen gestraft (der Täter wird im Verhältnis zu ihnen *principalis* genannt), anders niedriger gestellte. In der Praxis erleiden die Gehilfen gewöhnlich keine Strafe, sondern der Täter nimmt sie an ihrer Stelle auf sich. Er „vertritt" sie. Von seinem Willen jedoch hängt es ab, ob er sie vertreten will. Die Anteilnahme der Gehilfen findet gewöhnlich in der Form einer Bande statt.

V. Folgen der Tötung. Noch existiert die Blutrache. Sie wird vom Recht anerkannt, so daß sie als Surrogat der Strafe auftritt. Doch sucht der Staat sie einzuschränken. Besonders sehen wir im masovischen Recht in dieser Hinsicht eine Reihe von Bestrebungen, indem gewisse Fälle dem Recht der Blutrache entzogen werden (die Tötung dessen, der ein Weib entführt hat, während der Flucht), dieselbe zeitlich beschränkt (Verjährung nach 20 Jahren), und ein formelles Verfahren vorgeschrieben wird, das der Blutrache voraufgehen soll (Proklamation der Tötung, Eintragung derselben in die Bücher). Die Rache wird durch die Versöhnung beseitigt, die den Geschädigten materielle (Bußgeld) und moralische Genugtuung gibt (Demütigung — venia, pokora, die aber immer seltener wird). Indem der Staat die Blutrache zu beseitigen sucht, sichert er den Geschädigten entsprechende Vorteile, im Falle sie ihn um Hilfe angehen. Vor allem sichert er ein entsprechend hohes Bußgeld. Schon im XIII. Jahrh. wird die Höhe des Wehrgeldes für einen getöteten Bauer normiert, für die Tötung eines Edelmanns aber endgültig erst im XIV. Jahrh. durch eine gesetzliche Bestimmung derselben. Die Höhe des Wehrgeldes hängt vom Stande des Getöteten ab. Für den Kopf eines Edelmanns wird in Kleinpolen, Sieradz, in Rotrussland und in Masovien die Summe von 60 Mark gezahlt; in großpolnischen Provinzen betrug dieses Wehrgeld im XIV. Jahrhundert 30 Mark, doch wurde es in Łęczyca am Ende

des XIV. Jahrhunderts auf 60 Mark erhöht, während dies in anderen Teilen Großpolens erst im Laufe des XV. Jahrhunderts erfolgte. Die Konstitution von 1496 erhob das Wehrgeld für ganz Polen bis zu 120 Mark, mit Ausnahme der Tötung, die auf offener Straße aus Notwehr geschehen, was nur zu einem Wehrgeld von 60 Mark verpflichtete. Ein besonderes Wehrgeld für den niederen Adel (włodyka) kennen: Kleinpolen (30 Mark) und Masovien (20 Schock Groschen). Diese Klasse verschwindet jedoch im Laufe des XV. Jahrhunderts. Das Wehrgeld für die Tötung eines Bauern wurde in Kleinpolen von Kasimir dem Großen bis zu 10 Mark erhöht. In dieser Höhe wird es im XIV. und XV. Jahrhundert in Kleinpolen, im Rotrussland, in Sieradz und auch in Masovien gezahlt. Verschieden jedoch wird es unter die Familie des Getöteten und den Herrn des Bauern verteilt; in Kleinpolen fallen von den 10 Mark 6 auf die Familie, in Sieradz 4, in Masovien und wahrscheinlich auch im Rothrußland 5; in Łęczyca beträgt das Wehrgeld 7 Mark, wovon der Herr 5, die Familie 2 Mark erhält, in Großpolen und sicherlich auch in Kujavien 6, und später, wie es scheint, 9 Mark, wovon für die Familie nur 3 Mark entfallen. Im Rothrußland begegnet man zuweilen einem höheren Wehrgeld für gewisse Schichten der Landbevölkerung (königliche Bauer, Schultheißen in den s. g. walachischen Dörfern). Das Wehrgeld der Bürger war nicht gleich normiert, es hing von der Größe der Stadt und der Stellung des Städters ab; in kleinen Städtchen kommt es dem des Bauern gleich. Für den Kopf eines Juden zahlte man, so wie für den eines Edelmanns, 60 Mark. Mit dem Wehrgeld verbindet sich, doch nur in Masovien, die Demütigung als gesetzlich vorgeschriebene Pflicht. Eine masovische Spezialität ist auch die Strafe der Verbannung auf ein Jahr und 6 Wochen (wrożda). Wrożda ist zur Strafe geworden von der früher herschenden Sitte, daß sich der Tötende freiwillig auf eben die Zeit aus den Grenzen des Landes entfernte.

Die Todesstrafe bleibt neben dem Wehrgeld bestehen, durch welches sie nur ersetzt wird. Die Todesstrafe wird angewandt: 1) auf Verlangen der Geschädigten, jedoch nur, wenn der Getötete dem Adel angehört, der Täter aber ein Plebejer ist, 2) im Falle der Täter, zum Wehrgeld verurteilt, dieses nicht zahlen kann, 3) aber auch rücksichtslos, besonders in Masovien, im Falle einer Verwandten — oder Gattentötung, in den einzelnen Teilen Polens zeitweilig (das großpolnische Statut von Koło vom J. 1472 mit binden-

der Kraft für drei Jahre) für Tötung verbunden mit Heimsuchung, in ganz Polen aber in diesem Falle ständig seit den Konstitutionen von J. 1493 und 1496. Im Falle der Todesstrafe entfällt das Wehrgeld. Die Todesstrafe absorbiert auch alle andere Strafen.

Der Tötende zahlt in Kleinpolen und in Masovien außer dem Wehrgeld noch in gewissen Fällen das Gewette zu Gunsten des Staates (des Königs, des Gerichtes), besonders im Falle die Tötung mit dem Bruch eines Friedens verbunden ist, der sich über gewisse Ortschaften (Straßen, in Masovien auch den Sitz des Gerichtes) und gewisse Personen erstreckt, die den speziellen Schutz des Gesetzes genießen. Zu solchen Personen sind die Juden (als servi camerae), die Gerichtsdiener — und in Kleinpolen und Masovien auch die Frauen zu zählen. Das Gewette für eine Frau fällt in Kleinpolen der Königin zu, die es durch ihren Hofmeister und später durch ihren Kämmerer erhebt; dieses Gewette heißt *ruszcza* (auch *rucha, ruszyca*). Aufgehoben wurde es in Kleinpolen im Jahre 1448.

Das Gewette wird später durch die Strafe des „Turmes“ (zeitliche Gefängnishaft) ersetzt. Eingeführt wird sie zuerst durch das Masovische Statut vom J. 1453 als Ersatzstrafe, im Falle die wrozda (freiwillige Entfernung auf ein Jahr) nicht stattfand, in Polen durch das Statut von Kolo vom J. 1472 (vorübergehend) für Tötung, insofern nicht die Todesstrafe darauf stand. Als Prinzip führt die Turmhaft (ein Jahr und 6 Wochen) die Konstitution vom J. 1493 ein, die in der Folge von der Konstitution vom Jahre 1496 weiter entwickelt wurde, so für gewollten wie absichtslosen Totschlag, mit Ausnahme derer, die mit dem Tode bestraft wurden. Entfloh der Täter, so verfiel er nach den Konstitutionen von J. 1493 und 1496 der Strafe der Infamie.

VI. Die Klage auf Tötung. Prinzipiell bildet die Grundlage der Ahndung die Verwandtschaft, das Gatten- oder Abhängigkeitsverhältnis. Zur Klage im Falle der Tötung sind die Verwandten berechtigt, je nach der Nähe des Verwandtschaftsgrades, also die Kinder, der Vater, die Brüder u. s. w., in gleicher Weise so Männer und Frauen wie die Verwandten beider Linien, die Mutter nur dann, wenn der Vater fehlt, auch steht ihr nur die Nutznießung des Wehrgeldes zu. Unmündige werden in ihren Rechten durch ihre Vormünder vertreten. Wenn mehrere in gleichem Grade berechtigt sind, müssen alle zugleich auf Tötung klagen, wenn sie

von derselben wissen, sonst verlieren sie ihren Teil des Wehrgeldes. Wenn der Klagende nicht der zunächst Berechtigte ist, ist er verpflichtet, den das Wehrgeld Zahlenden durch Leistung von Bürgschaft vor den Angriffen der zunächst Berichtigten sicher zu stellen. In Kleinpolen hat die Gattin prinzipiell kein Anrecht auf das Wehrgeld, also auch nicht das Recht der Ahndung. In Großpolen ist sie neben die Blutsverwandtschaft gestellt, und hat, wie es scheint, nur den Genuß des Wehrgelds. Was die Bauern anbetrifft, so klagen entweder die Verwandten besonders auf ihren Teil und besonders ihr Herr, oder gemeinschaftlich (der Herr neben dem Bauer — dominus stat pro pena sua circa hominem suum), oder der Herr klagt auf das ganze Wehrgeld, indem er zugleich in seinem eigenen Namen und als Mandatar der Verwandten des Bauern auftritt, oder auch nur der Herr auf das ganze Wehrgeld, wenn Verwandte des Bauern fehlen. Im Falle der Tötung anderer abhängiger Personen klagt ihr Vorgesetzter, der Bürgschaft leistet, daß der Tötende später nicht von anderen zunächst Berechtigten behelligt werden wird; so klagt der Wojwode um den Kopf des Juden, der Herr um den seines *familiaris*, der Bischof um den des Priesters, der Pfarrer um den seines Vikars. Fehlt der Kläger, so geht der Tötende grundsätzlich straflos aus. Nur insofern es sich um Frauen handelt, scheint — wenigstens in Kleinpolen und Sieradz — die Königin das Recht gehabt zu haben, das Wehrgeld zu verlangen. Im XV. Jahrhundert jedoch treten Fälle ein, daß in Ermangelung solcher, die das Recht der Klage hätten, der König als Kläger vortritt. Erst im Jahre 1510 wurde der Grundsatz eingeführt, daß alle Tötungen von amtswegen geahndet werden, insofern es sich um die peinliche (Todesstrafe, Strafe des „Turmes“) Strafe handelte, während man die Erhebung des Wehrgeldes den Berechtigten überließ. Später aber kehrte man dennoch wieder zu den mittelalterlichen Grundsätzen zurück.

---

14. R. TAUBENSCHLAG: **Organizacya sądowa Egiptu w epoce rzymskiej i bizantyńskiej.** (*Die Gerichtsorganisation Ägyptens in römischer und byzantinischer Zeit*).

Erster Teil.

Die Gerichtsorganisation Ägyptens in römischer Zeit.

1. Die Gerichtsorganisation Ägyptens in römischer Zeit ist schon mehrfach zum Gegenstande mehr oder weniger genauer Untersuchung gemacht worden. So haben ihr von den Älteren Marquardt (Staatsverwaltung I[2] S. 448) und Kuhn (Städtische und bürgerliche Verfassung des röm. Reichs Bd. II S. 473—508) ihr Augenmerk zugewendet, von den Neueren dagegen Mitteis (Hermes 30,575; 32,648) dessen Theorie sich dahin zusammenfassen läßt, daß eine selbständige Gerichtsbarkeit in dieser Epoche nur dem Praefecten, nicht aber den anderen Verwaltungsbeamten, zugestanden habe. Mitteis' Lehre hat Wenger einer Revision unterzogen und ist dabei zum Resultate gelangt, daß auch der Juridicus, der Erzrichter, und möglicherweise auch der Epistratege und Stratege mit einer selbständigen Gerichtsbarkeit ausgestattet waren (vgl. Rechtshistorische Papyrusstudien S. 105—165). Diese Theorie fand in Bezug auf die beiden erstgenannten Beamten Zustimmung, stieß jedoch hinsichtlich der beiden letztgenannten auf Widerspruch (vgl. Gradenwitz: Archiv für Pap. Forsch Bd. II S. 576. Meyer: Berl. Phil. Woch. 1902. S. 818. Boulard: Les instructions écrites S. 16—23). Bei diesem Stande der Lehre darf man daher die Frage nach der Organisation des ägyptischen Gerichtswesens in römischer Zeit noch immer als eine streitige und einer Lösung harrende bezeichnen. Im ersten Teil unserer Arbeit soll nun der Versuch unternommen worden, diese Frage auf Grund des vorhandenen, von der Forschung aber bis jetzt noch nicht ganz verarbeiteten Quellenmaterials, einer neuen Untersuchung zu unterziehen.

1. An der Spitze der ägyptischen Gerichtsorganisation steht *der Praefect*; ihm steht die Jurisdiction, die Civil- und Kriminaljurisdiction zu; er hat nicht bloß jurisdictio sondern auch imperium (mixtum und merum). Auch das jus gladii ist ihm bereits in dieser Epoche übertragen worden. (vgl. Pap. Boiss. v. 11. Archiv für Pap. For. Bd. I S. 169 ferner Mommsen: Strafrecht S. 243. Wenger:

Archiv für Kriminalanthropologie Bd. 16. S. 321. 322. Hirschfeld: Verwaltungsbeamte S. 348). Die ihm zustehenden jurisdictionellen Befugnisse übt der Praefect entweder beim Provinzial-(βῆμα- Strassb. 5. v. 7. Lond. II 358 (S. 171) v. 18 Amh. 81 v. 10), oder beim haupstädtischen Gericht, in Alexandrien aus (δικαστήριον Strassb. 5. v. 19. vgl. Oxy I 59,10. Amh. 82,3 v. 19). Das Verhältnis dieser beiden Gerichte zueinander ist bis nun ziemlich dunkel. Ein gewisses Licht wirft auf diese Frage Strassb. Nr. 5. (v. J. 262 n. Chr.). In diesem Prozesse, der sich auf dem Convent in Hermupolis parva abspielt und in dem privatrechtliche und strafrechtliche Fragen zur Verhandlung kommen, trifft der Praefect die privatrechtliche Entscheidung an Ort und Stelle, während er die strafrechtliche, dem Antrage der Partei gemäß an sein δικαστήριον verweist. (vgl. v. 17—19 und dazu Preisigke: Strassb. Pap. S. 22. 23). Diese Verweisung der Strafsache vor das hauptstädtische Gericht scheint aber dafür zu sprechen, daß das Provinzialgericht zur Erledigung von Strafsachen nicht bestimmt war, daß es nämlich wie das alte Chrematistengericht (vgl. Gradenwitz. Archiv III S. 22—43) als Civilgericht fungierte. (vgl. auch Fir. 61. v. 59—65). Mit dieser Vermuthung stimmt auch die Tatsache überein, daß alle Prozesse, von denen es bezeugt ist, daß sie beim Provinzialgericht zum Austrage gelangten, ausschliesslich Civilprozesse sind (BGU. 970 Fir. 55. Catt IV 16—V. 26. Fir. 61). Bestätigt wird ferner diese Vermuthung, durch den modus, welchen der Praefect bei Erledigung der ihm persönlich d. i. mit Umgehung des Convents eingereichten Civilklagen betätigt. Er beruht darauf, daß der Praefect in das meritum solcher Klagen überhaupt nicht eingeht, sondern sie entweder a limine zurückweist, (BGU. 614) oder auf den Convent bez. an den Strategen verweist. (Lond II. 358 (S. 171) Amh. II 81. Oxyr. 237, VI 15). Dieses Verfahren findet seine rechtliche Begründung in den in Oxyr. II 237, VI, 6. erwähnten Verordnungen der Praefecten. Diese διατάξεις sind dahin aufzufassen, daß der Praefect nur das Einreichen von Civil-Eingaben an ihn selber (περὶ ἰδιωτικῶν ζητήσεων ἐπιστολάς σοι μὴ γράφειν) verbietet, ohne den Parteien die Möglichkeit zu nehmen, sich mit solchen Eingaben, an das Provinzialgericht, als die dafür einzig competente Behörde zu wenden (anders: Wenger: Rht. Pap. St. S. 162. vgl. auch Hirschfeld: Verwaltungsbeamte S. 349 Anm. 1.). Die sachliche Competenz des Provinzialgerichts umfaßt also Civilsachen; was aber seine persönliche Competenz anbelangt, so scheint sich

diese nur auf Griechen und Ägypter, nicht aber auf die in der χώρα ansässigen Römer erstreckt zu haben (vgl. Strassb. Nr. 5 BGU. 970. Fir. 61. Fir. 55. Grenf. II 61. Gen. 28; nicht damit in Widerspruch BGU. 614. Strassb. 22. Catt. III 11—22).

Im Gegensatz zum Provinzialgericht ist das hauptstädtische ein Strafgericht (Strassb. 5. Z. 17. Philo in Flacc. § 1. u. 18), dessen persönliche Competenz sich auf alle Bewohner Ägyptens ohne Ausnahme (BGU. 325, 372 II 5 Fir. 6) erstreckt.

Aus dieser Competenzbestimmung der beiden Gerichte ergibt sich daß der Praefect von der ihm zustehenden Gerichtsgewalt nicht vollen Gebrauch macht: er übt nämlich in Alexandrien keine ständige Civilgerichtsbarkeit über die dortige Bevölkerung, in der χώρα dagegen wie es scheint keine so che über die dort ansässigen Römer aus.

2. Diese Lücke hatte ein Beamte auszufüllen, der in der Beamtenhierarchie Ägyptens die zweite Rolle einnimmt, der *juridicus* Alexandreae. Seine sachliche Competenz erstreckt sich nämlich nur auf Civilsachen (BGU. I 75 II Oxyr. 237 VII 39.—VIII 2. BGU. 245. Lond. II 196 BGU. 1019), seine persönliche dagegen auf alle Bewohner Alexandriens (CVI 8925, 8934 und Ruggiero: Dizionario S. 280) wie auch auf alle in der Provinz ansässigen Römer (BGU. 327. BGU. 378 II Lond. II 198, BGU. 1019, Lond. II 196. (p. 152); das letztere wird hauptsächlich dadurch bestätigt, daß Griechen und Ägypter, die sich dem Gerichte des juridicus unterwerfen wollen, im Gegensatze zu den Römern, besondere Prorogationsverträge eingehen müssen. (BGU. 5 Col. II; dazu Mitteis: Hermes 30. S. 576. Anm. 3). Auf diese Competenz ist auch die Tatsache zurückzuführen, daß der Juridicus in Prozessen zwischen Römern und gegen Römer, an die Verwaltungsbeamten der Provinz entweder Aufträge zur Durchführung des Beweisverfahrens oder zu Vollstreckung der Execution ergehen läßt. (Catt. III 22. verso BGU. 378 v. 22). Zwar kommt in den Papyri auch eine ὑπογραφή des juridicus in einem nichtrömischen Prozeß vor, aber diese enthält keine Verordnung an den Strategen. sondern eine, ohne Eingehen in das meritum der Sache, erlassene Weisung für die Partei (BGU I 5 II 17). Außer der streitigen hat der Juridicus auch freiwillige Gerichtsbarkeit (D 1, 20, 1 1, 20, 2. Catt. II 17. verso Gen. I 14 II 18—19) in Ägypten ausgeübt; wie er dieselbe mit dem Praefecten (Oxy IV. 720. Amh. II 72. Oxy II 273) einteilte, ist uns nicht überliefert; möglich ist es, daß er sie

in Alexandrien, der Praefect sie dagegen in der χώρα ausübte. So haben sich die Competenz des Juridicus mit derjenigen des Praefecten, auf dem Gebiete der jurisdictio contentiosa (und vielleicht auch auf dem Gebiete der jurisdictio voluntaria) gegenseitig ergänzt; beide zusammen erschöpften das volle imperium über Ägypten; ob es bei dieser Sachlage richtig ist, mit der herrschendem Lehre anzunehmen, daß auch dem dritten in Alexandrien residierenden Beamten, dem Erzrichter, eine selbsständige Gerichtsbarkeit zukam, wird sich aus der Besprechung der einschlägigen Urkunden ergeben.

4. Die Urkunden, die die herrschende Lehre zum Beweise ihrer These heranzieht und die sie zum Teil als Prozeßurkunden bezeichnet, lassen sich in drei Gruppen einteilen: die erste enthält. Eingaben, die in eine Bitte um die Registrierung eines dem Erzrichter überreichten Vertrages auslaufen; (BGU. 73. 241. BGU. 455. BGU. 729. 741. Grenf. II 71. Rev. Et. Gr. 1894 VII. p. 301, Nr. 1 304 Nr. 3 Oxyr. 34. verso II 2, 268. Leipz. 10. Oxy. IV. 719. 779); die zweite Eingaben, die mit dem Petite schließen: die Schuldner zur Rückzahlung ihrer Schuld aufzufordern, und auf die Folgen ihrer Versaumnis d. i. die ihnen drohende ἐμβαδεία hinzuweisen (Fir. 86. Oxy. III 485, 592, BGU. 888. BGU. 614. Fir. 68); die dritte hat auf die Einregistrierung der bewilligten ἐμβαδεία Bezug (Fir. 56. vgl. mit Fir. 55. und BGU. 1038). In allen diesen Fällen beschränkt sich die Tätigkeit des Erzrichters auf die Einregistrierung dieser Urkunden bez. der ihnen entsprechenden Beschlüsse; davon daß der Erzrichter auch die Competenz besäße, die auf Grund solcher Urkunden zum Austrag kommenden Prozesse selbständig zu entscheiden, findet sich in denselben keine Spur. Außer diesen von der herrschenden Lehre herangezogenen Urkunden ist uns aber keine einzige bekannt, die direct eine jurisdictio ordinaria des Erzrichters bezeugen würde; sein Name hat mit seiner Gerichtsbarkeit nichts zu schaffen; Strabo 17. p. 797, 12. zählt ihn unter den Honoratioren Alexandriens auf, ohne jedoch eine Erwähnung über seine jurisdictionelle Befugnisse zu tun; Oxy II 281. würde dagegen dafür sprechen, daß der Erzrichter jurisdictionelle Befugnisse nicht als Richter vielmehr als Schiedsrichter oder Friedensrichter ausübte (vgl. meine Abhandlung im Archiv f. Pap. forsch. IV S. 19, 20). Gegen eine selbständige Gerichtsbarkeit des Erzrichters spricht endlich der Umstand, daß der Erzrichter öfters als Delegat des Praefecten fungiert (Catt. recto I 14—III 10 nicht dagegen BGU. 578. 614) und

es läßt sich nachweisen, daß der Praefect seine Delegaten dem Kreis der mit einer selbständigen Gerichtsbarkeit nicht ausgestatteten Verwaltungsbeamten entnimmt. Der Juridicus und der *Idiologos*, der vierte in Alexandrien residierende Beamte, von dem wir wissen, daß er eine selbsständige Gerichtsbarkeit in Fiscalsachen ausübte, (vgl. Wess. Taf. 7—8, und BGU 868 Catt. recto VI BGU 388) sind uns nämlich nie als Delegaten des Praefecten begegnet (gegen BGU 378, vgl. Mitteis: Hermes 30, 577).

5. Außer den vier hauptstädtischen Beamten haben auch Provinzialbeamte gewisse jurisdictionelle Befugnisse ausgeübt. In erster Linie der *Epistratege*. Auf seine jurisdictionelle Stellung wirft ein interessantes Licht Oxy III 486, aus welchem vielleicht der Gedanke herauszulesen sein wird, daß der Epistratege wie in ptolemäischer (vgl. m. cit. Abh. S. 26—28) so auch in römischer Zeit keine selbständige Gerichtsbarkeit besaß und nur als Schiedsrichter im Gaue fungierte. Bestätigt wird diese Vermutung durch die Tatsache, daß dem Epistrategen nur Civilsachen zur Entscheidung unterbreitet werden (Fir. 58. BGU 1060. BGU 291. Oxy 70. BGU I 19. II 2 Oxy II 237 VII. 29—38; dagegen spricht nicht: z. B. BGU I 340). Außerdem fungiert der Epistratege als Delegat des Praefecten bei der Abhaltung des Convents (BGU 168. Gen. 31) und bei der Ausübung der jurisdictio voluntaria (Oxy III 487).

6. Dem Epistrategen untergeordnet ist der *Strateg*. Seine jurisdictionelle Stellung in römischer Zeit läßt sich nur im Zusammenhange mit seiner Stellung in ptol. Zeit erklären; in ptolemäischer Zeit hat der Stratege keine selbständige Gerichtsbarkeit besessen (vgl. m. oben cit. Abh. S. 2—15); dieser Umstand spricht dafür, daß er auch in römischer Zeit kein judex ordinarius sein konnte. Bestätigt wird diese Auffassung einerseits durch Par. 69. (vgl. Wilkken: Philologus Bd. 53 S. 95), wo der Stratege trotz der Abwesenheit des Beklagten, vermutlich wegen mangelnder Competenz kein Contumazurteil erläßt (vgl. einen analogen Prozeß aus ptol. Zeit bei mir S. 13. 14), anderseits durch den Umstand, daß wir in der ganzen Masse der auf den Strategen bezüglichen Urkunden keinem einzigen von ihm entschiedenen Prozeß begegnen. Der Strateg ist wie in ptolemäischer so auch in römischer Zeit Friedensrichter (Oxy I 71 I, Strassb. 20 und dazu Wenger: Gött. Gel. Anz. 1907 S. 320), dem das Recht zusteht, durch einstweilige Verfügungen ins Privatrecht einzugreifen, (BGU II. 388. col. 2. lin. 12) außerdem

Delegat der Praefecten auf dem Gebiete der jurisdictio voluntaria (Oxyr. I 56. Oxyr. 106. Oxyr. II 238. Oxyr. I 76. Lond. II 171 b (S. 175).

7. Einen besonderen Typus von Schiedsrichtern bilden in dieser Epoche die sog. κριταὶ μεσῖται. Es sind dies private, von Beamten mit selbständiger Gerichtsbarkeit zwecks friedlicher Beilegung bez. Entscheidung von Rechtstreitigkeiten eingesetzte Männer (vgl. Lond. II 196. Rein. 44. Goodsp. 29). Mit der Besprechung der auf ihre Tätigkeit bezüglichen Urkunden schließen wir den ersten Teil unserer Arbeit.

8. Aus dieser Inhaltsangabe ergibt sich, daß wir in drei Punkten von der herrschenden Lehre abweichen, in zwei über sie hinausgehen: wir weichen von ihr insofern ab, als wir den Epistrategen, Strategen und Erzrichter nur als Schieds- bez. Friedensrichter auffassen, gehen aber über sie insofern hinaus, als wir die Competenz des Praefecten und des juridicus festzustellen und ihr Verhältnis zu einander zu bestimmen suchen.

Zweiter Teil.

Die Gerichtsorganisation Ägyptens in byzantinischer Zeit.

Im Gegensatz zur römischen, ist die Gerichtsorganisation Ägyptens in byzantinischer Zeit bis nun nicht zum Gegenstande einer zusammenfassenden Untersuchung gemacht worden; wie sehr aber eine solche erwünscht, wie notwendig zur Ergänzung des Bildes, welches wir von der Gerichtsorganisation Ägyptens in den vorhergehenden Epochen, der ptolomäischen und römischen besitzen, darauf hat schon Wilcken im J. 1899. in seinen „Griechischen Ostraka“ (Bd. II S. 435 Anm. 2) hingewiesen; seit der Zeit ist das darauf bezügliche Material beträchtlich angewachsen und haben sich die Aussichten auf eine nicht ergebnislose Untersuchung nicht wenig gesteigert. In diesem d. i. dem zweiten Teil unserer Arbeit soll nun der erste Versuch unternommen werden, das einschlägige Material zusammenzustellen und zu erläutern, wobei wir jedoch ausdrücklich betonen, daß dies nur ein Versuch ist, der keineswegs einen Anspruch darauf, damit etwas Vollständiges oder Abschließendes zu bieten, erhebt.

1. Im Gegensatz zur einheitlichen Organisation in römischer Zeit begegnen wir in dieser Epoche drei Arten von Gerichten in

Ägypten: civilen, militärischen und geistlichen. Die ersten bilden eine Fortsetzung der bereits in der vorhergehenden Epoche bestehenden Institutionen; die zwei letzteren dagegen verdanken erst dieser Epoche ihre Entstehung: jedes von diesen Gerichten weist eine besondere Organisation und Competenz auf; jedes von ihnen erheischt auch eine besondere Darstellung.

1. Wie in römischer. so steht auch in byzantinischer Zeit an der Spitze der Civilgerichte der *Praefect*, dessen Gerichtsgewalt im allgemeinen eine Änderung nicht erfahren hat. Wie früher, vereinigt er auch jetzt die Civil- und Strafgerichtsbarkeit in seiner Hand. wie früher, so steht ihm auch jetzt, das jus gladii zu. (BGU 1024 pag. 3. v. 16. 17. D, 1, 18, 6, 8); eine Änderung hat nur die Competenz seines δικαστήριον erfahren, welches mit der Aufhebung der Convente, (dagegen nicht Lond. III 653 (S. 241) und Leipz. 37) seine Zuständigkeit auch auf Civilsachen erweiterte, und nachdem es noch die ihm früher anhaftenden persönlichen Beschränkungen abstreifte, sich aus einem Strafgericht in ein allgemeines Gericht (Straf- und Civilgericht) für ganz Ägypten umwandelte. (BGU 1024. Grenf II 78. Oxy I 71 II Fir. 36).

Eine wichtige Veränderung hat die Competenz des *juridicus* in dieser Epoche erfahren; wie es scheint, ist ihm jetzt die streitige Gerichtsbarkeit entzogen und seine Competenz auf die freiwillige Gerichtsbarkeit beschränkt worden; bestätigt wird diese Hypothese dadurch, daß die Titel de officio juridici D 1, 20. 1 und D 120, 2, wie auch Cod. Iust. 1, 57 nur die letztere regeln wie auch durch den Umstand, daß die Convente. welche eben die Einführung eines in Alexandrien ständig residierenden Beamten unumgänglich machten. in dieser Epoche zu bestehen aufhörten; Der von Collinet-Jouget im (Archiv I 292—312) publicirten Papyrus kann aber gegen diese Hypothese nicht ins Feld geführt werden. da derselbe nicht auf einen Erbschaftsstreit — wie die Herausgeber annehmen — vielmehr auf eine Verlassenschaftsabhandlung Bezug hat.

Ein Novum bilden in dieser Epoche die s. g. *praesides* der Teilprovinzen, in welche Diocletian, bez. Konstantin, Ägypten einteilte. Ihre Competenz weicht in zweifacher Beziehung von der Competenz des Praefecten Ägyptens ab: in sachlicher und in territorialer: in sachlicher insofern, als sie nicht das jus gladii umfaßt. in territorialer, als sie sich nur auf einen Teil Ägyptens erstreckt. Aber auch in dieser Beschränkung ist sie keine ausschließliche, vielmehr eine

mit derjenigen des Praefecten concurrierende. Zu den praesides, über deren Tätigkeit uns Spuren in den Papyri erhalten sind, gehören der Praeses Tebaidos, den wir als Richter in Straf- (Leipz. 34. Leipz. 37. Leipz. 40) und Civilsachen (Wess. Stud. III 1, 2. Leipz. 36. 38) begegnen, der Praeses Augustamnicae, dessen Jurisdiction uns Amh 142. vor Augen führt, und der Praeses Äegypti Herculiae, der in dem von Collinet-Jouguet im Archiv III S. 339—348 publizierten „Papyrus bilingue du Musée du Caire" als Richter auftritt.

Dem *praeses* ist der προπολιτευόμενος, der Vorstand des Gemeinderates (vgl. Mitteis: CPR S. 61) untergeordnet. Die Function, die dieser Beamte in der byzantinischen Epoche ausübt, errinnert lebhaft an diejenige des römischen Strategen. Wie der Strateg ist nämlich der προπολιτευόμενος ein das Gericht des praeses vorbereitendes Organ, der den Parteien die Klagen zustellt (Leipz. 36) und für die Sicherung der Delinquenten bis zum Verhandlungstage zu sorgen hat (Leipz. 37.). Außerdem tritt der προπολιτευόμενος als Delegat des praeses in Civilprozessen auf (Oxy I 37. Leipz. 38. CPR. 19) und, wenn ich nicht irre, in Leipz. 64 v. 58 als selbständiger Schieds- oder Friedensrichter auf.

Als Friedensrichter functioniert auch in dieser Epoche der *riparius* (ein Verwaltungsbeamter, dessen Amtskreis die ganze νομός umfaßt). Dafür spricht Amh II 146, aus dem mit Sicherheit hervorgeht, daß der riparius die nötige Competenz zur Entscheidung von Civilprozessen nicht besitzt, und daß die Tätigkeit, die er entwickelt, nur friedensrichterlicher Natur ist. Dagegen kann weder Cat. Nr. 10474. noch Cat. 10269 noch Goodsp. 15, ins Feld geführt werden, da bei denselben das Petit nicht erhalten ist und es nicht ersichtlich ist, um was für eine Tätigkeit, richterliche oder schiedsrichterliche bez. friedensrichterliche, sich dort den Parteien handelt.

Eine niedrigere Stufe als der riparius nimmt in der Beamten hierarchie Ägyptens dieser Epoche *der praepositus pagi*, der Vorstand des pagus, einer Unterabteilung des νομός ein. Was seine jurisdictionelle Stellung anbelangt, so begegnen wir ihm in erster Linie als Delegaten des Praefecten (CPR 233); außerdem wird er aber auch um eine selbständige jurisdictionelle Tätigkeit angegangen; (Amh. II 141 Fir. 36). Welchen Charakter die letztere trägt, ist aus den Quellen nicht ersichtlich.

Die niedrigste Stelle in der Beamtenhierarchie Ägyptens kommt

dem Κωμάρχης, dem Vorstand der κώμη zu. Die Tätigkeit die dieser Beamte in der κώμη entwickelt, errinnert an diejenige des princeps curiae einerseits, an die des riparius andererseits. Mit dem princeps curiae hat er gemein, daß er wie dieser eine den ordentlichen Gerichten vorbereitende Tätigkeit entwickelt (Oxyr. 64. 65), mit dem riparius, daß er ebenfalls als Friedensrichter fungiret (Rein. 58). Eine selbständige Gerichtsbarkeit hat er nicht besessen.

Eine besondere Erwähnung verdienen: der λογιστής = curator rei publicae, der in dieser Epoche ebenfalls eine den ordentlichen Gerichten vorbereitende Tätigkeit entfaltet (Oxy 52. BGU 928), die σχολαστικοὶ φόροτ Θηβάϊδος, denen wir als διαιτηταὶ in Lond. 992 (S. 253) (a. 507) begegnen, und die μεσῖται (Fir. 36), die wir bereits aus der vorigen Epoche kennen.

3. Was nun die militärischen Gerichte anbelangt, so sind dieselben durch den dux vertreten. Demselben steht Gerichtsbarkeit in Civil und Strafsachen zu, insofern als Beklagter bez. Angeklagter ein Soldat auftritt; (vgl. z. B. Lond. II. 242. S. 273; außerdem wird er jedoch auch in Civilprozessen gegen Civilpersonen wenn auch ind rect angerufen (vgl. zb. Lond. II. 240. (S. 277/8); ob er aber auch solchem Ansuchen Folge gab, wissen wir nicht.

Als sein Hilfsorgan fungiert der *praefectus alae* (vgl. zb. Lond. II. 407. (S. 273) Gen. 47. Gen. 49), der nebenbei auch selbständig um Rechtshilfe angegangen wird; (vgl. z. B. Lond. 406 (S. 281) welcher Art von Tätigkeit er in solchen Fällen entwickelte, ist uns nicht überliefert; manches scheint jedoch dafür zu sprechen, daß er gegebenenfalls kraft ständiger Delegation Prozesse entscheiden konnte; sicher ist das nicht.

4. Die geistlichen Schiedsgerichte werden endlich durch den Bischof in den s. g. episcopales audientiae ausgeübt. (Leipz. 43. Grenf. II 93. BGU 103 und möglicherweise auch Lond. III 1075 (S. 281). Mit der Darstellung ihres Verhältnisses zu den ordentlichen Gerichten schließen wir den zweiten Teil unserer Arbeit.

---

15. MOSES SCHORR. **Kodeks Hammurabiego a ówczesna praktyka prawna.** ***(Das Gesetzbuch Hammurabis und die zeitgenössische Rechtspraxis)*** [1].

Die vorliegende Abhandlung nimmt auf Grund aller bisher veröffentlichten Rechtsurkunden aus der Zeit der I. babylonischen Dynastie wieder das Problem auf, welches bereits Meissner in seiner vortrefflichen Arbeit „Theorie und Praxis im altbabylonischen Recht“ [2] einer Untersuchung unterzogen hat. Der Verfasser vorliegender Abhandlung hat auch bereits in seinen „Altbabylonischen Rechtsurkunden“ [3] gelegentlich die Berührungen zwischen den theoretischen Rechtsnormen und den Rechtsurkunden erörtert, hier aber wird eine systematische Darstellung dieses Verhältnisses geboten, wobei natürlich öfter auf Meissners Ausführungen sei es zustimmend sei es berichtigend verwiesen wird. Es werden aber auch Fragen erörtert, welche von Meissner ganz unbeachtet blieben, wie weiter zu ersehen sein wird.

Nach einer kurzen Einleitung, welche eine Übersicht über die bisher bekannten babylonischen Urkundensammlungen juristischen Inhaltes und eine skizzenhafte Würdigung ihrer Bedeutung für die Erkenntnis der Entwicklung verschiedener Rechtsinstitutionen enthält, wird das eigentliche Problem in vier Hauptabschnitten behandelt, resp. werden vier Hauptfragen erörtert:

1) Repräsentiert der CH die erste schriftliche Bearbeitung des babylonischen Rechtes oder bildet er bloß eine Kompilation früherer Rechtsverordnungen?

[1] Abkürzungen:
A S III = B. Meissner: Assyriologische Studien III (MVAG X IV).
C H = Codex Hammurabi.
C F = Cuneiform Texts... of the British Museum.
O L Z = Orientalische Literaturzeitung.
R = H. Ranke: Legal and Business Documents...from Sippar (The Babylonian Expedition of the University of Pennsylvania. Series A. Vol. VI, Part I). Die Ziffer bezieht sich auf die laufende Numerierung der Urkunden.
W Z K M = Wiener Zeitschrift für die Kunde des Morgenlandes.

[2] MVAG X IV. Heft S. 25—81.

[3] Sitzungsberichte der Kais. Akademie der Wissenschaften in Wien. Phil.-hist. Klasse B. 155, Abh. 2.

Auf Grund der Serie *ana ittišu,* ferner des von D. H. Müller mit hoher Wahrscheinlichkeit rekonstruierten „Urgesetzes“, und auf Grund einiger Proceßurkunden aus der Zeit vor Ḫammurabi, wo ausdrücklich „gemäß (den Gesetzen) des Königs“ Recht gesprochen wird, gelangt der Verfasser zum Resultat, das bereits vor Ḫammurabi schriftlich fixierte Gesetzesverordnungen existiert haben müssen, die er seinem Kodex zugrunde gelegt haben dürfte.

2) Welche Rechtsnormen werden in den Urkunden illustriert und inwiefern stimmt in den einzelnen Fällen die Praxis mit der Theorie überein, resp. inwieweit divergiert sie von derselben?

Nach der Reihenfolge der Paragraphen im CH wird diese Frage mit Hinweis auf die betreffenden Urkunden im Einzelnen beantwortet, wobei aber nur diejenigen Rechtsnormen und deren Illustrationen in der Praxis erörtert werden, welche von Meissner irrtümlich oder gar nicht[1]) erörtert wurden.

Aus diesem Abschnitte seien schon hier einige besonders lehrreiche Beispiele[2]), die obige Frage in einigen Punkten beleuchten, vorweggenommen.

[§ 98—99].

Diese zwei Paragraphen, welche zur Lücke zwischen §§ 65—100 gehören. hat D. H. Müller glücklich als Pendant zu den §§ 104—105 rekonstruiert[3]). Sie besagen:

Über das Geld, welches ein Kaufmann seinem Agenten zum Einkauf von allerlei Waren übergibt, muß eine schriftliche Bescheinigung zu Händen des Ersteren ausgestellt werden (198)[4]). — Hat der Kaufmann einen solchen Schein aus Nachlässigkeit nicht abverlangt, kann er auch keine Ersatzansprüche erheben (199).

Eine schöne und seltene Illustration zu diesen zwei Normen, zugleich auch eine Bestätigung für Müllers treffliche Rekonstruktion bietet R 115. Die Urkunde lautet:

[1]) Letzteres zumeist, weil ihm die von Friedrich und Ranke edierten Urkunden noch nicht vorlagen.

[2]) Die Beispiele, resp. die Urkunden sind Ranke's „Legal and Business Documents“ entnommen. Sie sind von Ranke nicht behandelt worden.

[3]) Vgl. D. H. Müller: Die Gesetze Ḫammurabis S. 105—106.

[4]) Es ist dies dasselbe Prinzip, welches das Gesetzbuch auch für andere Rechtshandlungen, wie Kauf, Deposit, Ehevertrag feststellt, nämlich: Nur ein schriftlich fixierter Vertrag ist rechtsgiltig. Vgl. meinen Aufsatz in WZKM XX 314 ff.

R. 115. *Samsu-ditana.* Jahr? (18. XII).

Geldempfangsschein.

1 [1]/[3] *manê 6 šiķil kaspim* 2 *šîm(?) 8 ŠE. GUR* 3 *4 šiķil kaspim a-na šîm šamaššammim* [a] 4 *šá I-bi-*[il] *Bêl dupšarrum* 5 *a-na Varad-*[il] *Marduk mâr Ne-ba-áš-ḫi* 6 *id-di-nu*

1 Ein Drittel Mine, sechs Sekel Silber, zum Ankauf von 8 GUR Getreide, 4 Sekel Silber zum Ankauf von Sesam, welche Ibi-Bêl, der Schreiber 5 dem Varad-Marduk, Sohn des Nebašḫum gegeben hat.

7 *i-na sa-na-aķ ḫar-ra-ni-šú* 8 *8 ŠE. GUR i-na kâr Sippar-*[ki] *ia-aḫ(?)-ru-[rum]* 9 *ù šá 4 šiķil kaspim šamaššammam* 10 *ki(?)-* zerstört 11 *i-na-ad-di-in-[ma]* 12 *ka-ni-ik-šu i-ḫi-ib-bi*

Wenn er beim Abschluß seiner Handelsreise acht GUR Getreide an der Mauer von Sippar-iaḫrurum und für 4 Sekel Silber Sesam 10 gemäß..... übergibt, wird seine urkundliche Bescheinigung vernichtet werden.

13 *pân Ib-ni-*[il] *Marduk akil* [b] *aššat(?)*[il] *Šamaš* 14 *pân E-til-pî-*[il] *Marduk ṣadimmim* [c]

2 Zeugen.

15 *varaḫ Addarum* [d] *ûmum 18* [kan] 16 *šattum Sa-am-su-di-ta-na LUGAL. E.* 17......

Am 18. Addarum, im Jahre, in welchem König Samsu-ditana...

[a] *ŠE. GIŠ. NI.* [b] *PA.* [c] *ZA. DÍM.* [d] *ŠE. KIN. KUD.*

Der Kaufmann gibt hier seinem šamallû (Agenten) Geld zum Ankauf von Getreide und Sesam. „Beim Abschluß der Handelsreise" — so oder ähnlich lautet das Schema — wird er die Ware abliefern, worauf dann die Bescheinigungsurkunde vernichtet wird.

§§ 162—164.

Diese drei Bestimmungen erfahren eine erwünschte Beleuchtung und auch Ergänzung in der folgenden Urkunde:

R. 101. *Ammi-zaduga.* Jahr? (15. XI).

Mitgiftsvertrag.

1 *1* [SAG] *amtum Ta-ru-am-A-ga-de*[ki] 2 *[2 ṣubâte?]* [SU] *e-zu-ub šá*

1 Eine Sklavin Tarâm-Agade, [zwei Gewänder?] außer denen,

la-ab-ša-at [3] *2(?) parsigum*[a] *pl. e-zu-ub šá ap-ra-at* [4] *1*^{aban} *ḪAR. ŠÛ. GA* [5] *1*^{aban} *ḪAR. ŠÛ. ŠE.* [6] ^{aban} *NA. GAN. ḪI. LI. A.* [7] *2* ^{karpat}*sikkatum*[b] *šá šamnam ma-li-a-at* [8] *2*^{is} *iršum* [9] *2*^{is} *kussê* [10] *1* ^{is}*ri-kis kakkadim* [11] *2*^{is} *itgurtum(?) ra-bûm*[c] [12] *5 itgurtum ṣiḫrum*[d] ^{SUN}

die sie trägt, 3 Binden außer, womit sie bedeckt ist, 1 ... — Stein [5] 1 ... — Stein, 1 ... — Stein, 2 Gefäße, welche mit Öl gefüllt sind, 2 Betten, 2 Stühle, [10] 1 Binde für den Kopf, 2 große *itgurtum(?)*, 5 kleine *itgurtum(?)*.

[13] *mi-im-ma an-ni-i-im* [14] *nu-du-un-né-e Da-mi-ik-tum ŠU. GI.* [15] *mârat Ilí-ma-a-ḫi* [16] *šá Ilí-ma-a-ḫi a-bu-ša* [17] *ù* ^{SAL} *Be-li-tum um-ma-ša id-di-nu-ši-im-**ma*** [18] *a-na bit* ^{il} *Sín-iš-me-a-ni mâr Ta-ri-bu* [19] *ú-še-ri-bu-ši*

all das ist das Geschenk[f] der Damiḳtum, der ŠU. GI., [15] der Tochter des Ilî-ma-aḫî, welche ihr Vater, Ilî-ma-aḫî und Bêlitum, ihre Mutter, nachdem sie [es] ihr geschenkt haben, in das Haus des Sin-išmeani, Sohnes des Taribu haben eintreten lassen.

[20] *iš-tu* $1/3$ *manê kaspim tir-ḫa-az-za* [21] *i-na ga-an-ni-šá ra-ak-su-**ma*** [22] *a-na* ^{il} *Sín-iš-me-a-ni mu-ti-šá* [23] *tu-ur-ru* [24] *ana matê-ma*[e] *mârû-šá ap-lu-ša*

[20] Nachdem $1/3$ Mine Silber, ihr Brautpreis — gemäß der Verabredung bei ihrer Verlobung — dem Sin-išmeani, ihrem Manne rückerstattet wurde, werden in Zukunft ihre Kinder ihre Erben sein.

[25] *a-di Be-li-tum um-ma-ša ba-al-ṭa-at* [26] ^{SAG}*amtum Ta-ra-am-A-ga-de*^{ki} [27] *it-ta-na-áš-ši-i-ši* [28] *va-ar-ki Be-li-tum um-ma-šá* [29] *i-lu-šá ik-te-ru-ú-ši* [30] *šá Da-mi-ik-tum ma-ar-ti-šá ši-i*

[25] Solange ihre Mutter Bêlitum leben wird, wird sie die Sklavin Tarâm-Agade pflegen. Sobald ihre Mutter Bêlitum stirbt[g], gehört sie[g] ihrer Tochter Damiḳtum.

[31] *ana matêma*[e] *ma-am-ma-an ú-ul i-ra-gu-um-ši*

In Zukunft wird niemand gegen sie klagen.

[32] *niš* ^{il} *Šamaš* ^{il} *Marduk ù Am-mi-zu-du-ga šarrim* [33] *itmû*

Bei Šamaš, Marduk und Ammîzaduga, dem König haben sie geschworen.

[a] *[KU]. BAR. SI.* [b] ^{DUK}*ŠAGAN.* *GIŠ. LIŠ. GAL.*
[d] *GIŠ. LIŠ. TUR.* *UKUR. ŠÛ.*
[f] Oder: Die Mitgift.
[g] wörtl. ihr Gott sie einsammelt.
[h] scil. die Sklavin.

[34] *pân Varad-[il]Sín mâr [il] Sin-i-din-nam* [35] *pân Ilu-šú-ba-ni mar [il] Sín-ma-gir* [36] *pân A-bu-và-ḳar mâr [il]...-i-din-nam* [37] *pân Ib-ni-[il]UR.R[A] mâr [il]..... - mu - šá-lim* [38] *pân I-ku-un-pî-[[il]Sín?...]* [39] *pân Šú-mu-li-ib-ši [mâr...]* [40] *pân [il]Sín-mu-šá-lim...* [41] *pân Ki-iš-ti-[il]E-a...*	8 Zeugen.
[42] [varaḫ] *Šabâṭum ûmum 15*[[kam]] [43] *šattum-Am-mi-za-du-ga LUGAL. E* [44] *ṣalam-A.NI ŠU. KUL. TA (?) DI. DI. NE. A. RUM.* [45] [il] *Za. MÀ. MÀ* [il] *Ištar BI. DA. RUM* [46] *Ê. ME. TE. UR. SAG. KU. IN. NE. EN. TU. RA.*	Am 15. Šabâṭum, im Jahre, in welchem König Ammî-zaduga...

Das genaue Verständnis dieser Urkunde, die jedenfalls sich als ein Vertrag über die Mitgift darstellt, welche die Braut von ihren Eltern geschenkt bekommt, ist von der richtigen Interpretation der Z. 20—24 abhängig.

Zunächst ist festzustellen, daß dieselbe Klausel auch in den analogen Schenkungsverträgen R. 84 [1]), Z. 40—43, und CT VIII 2[a], Z. 29—32 [2]) vorkommt. S. weiter.

Alle drei Urkunden sind Mitgiftsverträge, weisen dasselbe Schema auf und beleuchten auch einander in schönster Weise. Es kann keinem Zweifel unterliegen, daß sie alle drei eine erwünschte Illustration resp. Ergänzung bieten zu den §§ 162—164 des CH. Diese drei Bestimmungen regeln die Erbschaft nach dem Tode der Frau, und zwar werden die eventuellen Rechtsansprüche der Eltern der Frau resp. ihres Mannes an die nach ihr zurückgebliebene Mitgift erörtert. Stirbt die Frau und hinterläßt Kinder, erben diese die Mitgift ihrer Mutter, die Eltern haben keinen Anspruch (162). Stirbt die Frau kinderlos, dann werden zwei Fälle unterschieden: *a)* Der „Kaufpreis“ ist vom Schwiegervater dem Schwiegersohne rückerstattet worden. Die Mitgift kehrt dann ganz an das Vaterhaus zurück (163). *b)* Der Kaufpreis ist nicht rückerstattet worden. Dann

[1]) In der Umschrift ibid. Nr. 11.

[2]) Umschrieben grossenteils bei Meissner AS III 66.

hat der Mann das Recht, den Kaufpreis von der Mitgift abzuziehen, der Rest kehrt an das Vaterhaus zurück (164).

Unerörtert bleibt aber im Gesetzbuch der Anspruch des Mannes an den „Kaufpreis", im Falle selbst, wenn Kinder geblieben sind. Denn der § 162 normiert in diesem Falle nur den Anspruch des Vaters, nicht des Mannes. Hier ergänzen die oben erwähnten drei Urkunden die Lücke im Gesetzbuch. Es geht aus ihnen deutlich hervor, daß der Mann auch in diesem Falle das Recht hatte, die *tirḫatu* (den „Kaufpreis") abzuziehen, es sei denn daß er dieselbe vorher zurückbekommen hat. In unseren Urkunden, wo dies der Fall ist, wird deshalb ausdrücklich die Klausel aufgenommen, daß im Falle die Frau stirbt, nur die Kinder ihre Mitgift erben, nachdem (ištu) der Kaufpreis an ihren Mann, resp. dessen Vater noch vor der Verheiratung rückerstattet wurde.

Nun zur Erklärung der schwierigen Z. 20—24, von denen das Verständnis des ganzen Inhaltes abhängt. Daß die Klausel in engster Beziehung zu dem § 163 steht, beweisen Z. 14—18 in diesem Paragraphen: *šum-ma tir-ḫa-tum šá a-vi-lum šu-ú a na bît e-mi-šú ub-lu e-mu-šu ut-te-ir-šum.* Es ist ganz die Sachlage unserer Urkunde.

Z 20. *ištu* „nachdem" kausal, oder besser „entsprechend dem, daß". Es ist die analoge konjunktionelle Bedeutungsnuance, wie sie in der Präposition *ištu* „entsprechend, gemäß" in den Urkunden dieser Zeit zweimal vorkommt. Vgl. meine Altbab. Rechtsurkunden Nr. 1, 46; 72[a], 13.

Z. 21. Meissner[1]) hat mit Recht für das Schwierige *gannu* an dieser Stelle in Anlehnung an Jensen KB VI 379 die Bedeutung „Verlobung" postuliert, hat aber trotzdem für die ganze Zeile die richtige Deutung nicht zu geben vermocht.

Die Zeile bildet einen Satz für sich und ist als Parenthese zu fassen; das *ma* gibt dem Satze einen subordinierten Sinn, der hier am besten durch eine Verbalbestimmung wiedergegeben werden kann: „laut Abmachung bei ihrer Verlobung" (scil. wurde $1/3$ Mine als Kaufpreis vereinbart, oder wurde die Rückgabe des Kaufpreises vereinbart).

Zu *rakâsu* „binden" im juristischen Sinne, d. h. verabreden, abmachen vgl. *riksâti* „Vertrag", öfter im CH.

[1]) AS III 67 Anm. 5.

Z. 24. Dieser Satz ist logisch der Folgesatz zur vorangehenden Begründung. *aplum* „erblicher Sohn, Erbe". So richtig Ungnad OLZ, Jg. 1906 S. 462 ff. Ganz besonders spricht für die Richtigkeit dieser Fassung CT II 24, Z. 27—29: [27] *iš-tu [i?]-lu-šá ik-te-ru-ši* [28] *...-šá-lim-ra-bi a-ḫu-ša a-pil*[a]*-šá* [29] *r[i-di]*[b] *và-ar-ka-ti-šá.* „Wenn ihr Gott sie einsammelt[c], ist ...*-šâlim-rabi*, ihr Bruder ihr Erbe, der Nachfolger ihrer Hinterlassenschaft".

Zur leichteren Vergleichung seien hier die betreffenden Stellen aus den zwei anderen oben erwähnten Urkunden wörtlich genannt:

R. 84, Z. 40—43:

[40] *iš-tu mišil manê kaspim te-ir-ḫa-az-za* [41] *i-na ga-an-ni-šá ra-ak-su-**ma*** [42] *a-na Û-tul-Ištar e-mi-šá tu-ur-ru* [43] *ana matêma*[d] *mârû pl.-šá ap-lu-šá.*

„Nachdem 1/2 Mine Silber, ihr Kaufpreis — laut Abmachung bei ihrer Verlobung — an Utul-Ištar, ihren Schwiegervater rückerstattet wurde, sind, wann nur immer, ihre Kinder ihre Erben".

CT VIII 2[a], Z. 29—32:

[29] *iš-tu 1/3 manê kaspim te-ir-ḫa-az-za* [30] *i-na ga-an-ni-šá ra-ak-su-**ma*** [31] *a-na Ilu-šu-ba-ni mu-ti-šá tu-ur-ru* [32] *ana matêma ma-ru-šá ap-lu-šá.*

Übersetzung, wie oben.

Schließlich sei noch auf den juridisch wichtigen Terminus *nudunnû* in unserer Urkunde Z. 14 hingewiesen, ebenso R. 84, Z. 33, an beiden Stellen in der Bedeutung „Mitgift", während im CH. für diesen Begriff ausschließlich *šeriktum* gebraucht wird, *nudunnû* aber nur in der Bedeutung „Geschenk des Mannes an die Frau".

In den neubabylonischen Urkunden bedeutet *nudunnû* bekanntlich „Mitgift".

Möglich daß auch in unserer Urkunde *nudunnû* als Mitgift im engeren Sinne d. h. „Aussteuer" zu fassen ist, die als Teil der allgemeinen Mitgift rechtlich gleich dieser behandelt wurde.

§ 171.

Den Schlußpassus dieser Bestimmung illustriert folgender Vertrag:

[a] So ist sicher das Zeichen zu lesen. Unrichtig Meissner A S III 58, weshalb auch Anm. 4 ibid. wegfallen muss.

[b] So richtig von Meissner ergänzt.

[c] d. h. wenn sie stirbt.

[d] *UKUR. ŠÛ.*

R. 95. *Ammi-zaduga.* Jahr? (20. X).

Schenkung des Mannes an die Frau.

[1] *2 SAR bîtum ŠI. IN. NI. GIŠ. AL.* [2] *i-na Sippar*^{ki}*-ia-aḫ-ru-rum* [3] *ita bît Varad-*^{il} *ÙR. RA* [4] *ù ita bît I-din*^{il}*Da-gan mâr Mâr-ir-si-tim* [5] *[pû]zu*[a] *1*^{kam}*-ma rêbit*[b] ^{il}*Bu-ne-ne* [6] *[pû]zu*[a] *2*^{kam}*-ma bît Ni-ši-i-ni-šú aššat*^{il}*Šamaš* [7] *mârât A-na-tum* [8] *ša Amat-*^{il}*Ma-mu aššat(?)* ^{il} *Šamaš marat*^{il}*Sín-šá-mu-uḫ* [9] *[itti?] Ib-ni*^{il}*-Šamaš ba-rim mâr A-bu-um-và-kar* [10] *[ap-lu]-uz(?)-za il-ku-u* [11] *[1*^{SAG}*] am-tum*^{il} *Ul-maš-ši-tum-tukultî*^{ti}[c] [12] *[1*^{SAG}*] amtum Ilí-ba-áš-ti* [13] *...-ra šukultišu*[d] *5 manê* [14] *[1*^{aban}*]ḪAR. ŠÛ. GU. 1*^{aban} *ḪAR(?) ŠU. ŠE.* [15] *...-na GAN. ḪI. LI. A* [16] ^{is} *ir-šum KA. SIR 2*^{is} *GA. ZA. KA. SIR*

[17] *mi-im-ma an-ni-i-im* [18] *šá Ib-ni*^{il}*-Šamaš barûm mâr A-bu-um-và-kar* [19] *a-na* ^{SAL}*Ḫu-gu-ul-tum ŠU. GI áš-šá-ti-šú* [20] *id-di-nu*

[21] *a-di* ^{SAL} *Ḫu-gu-ul-tum áš-šá-az-zu ba-al-ṭa-a[t]* [22] *mi-im-mu-šá ga-az-za-ma ú-ka-al*

[23] *ana matêma*[e] ^{il}*Marduk-mu-ba-li-iṭ ù Ib-ni-*^{il} *Še-[rum?]* [24] *ma-ru-šá ap-lu-ša* [25] *sinniš-as-su GA-mil-ki(?)* [26] *...[i]-ka-al* [27] *...[Ib]-ni-*^{il} *Šamaš barûm* [28] *...ib-ba-áš-šu-ú*

[1] Zwei SAR Haus... in Sippar-Iaḫrurum, neben dem Hause des Varad-ÙR. RA und neben dem Hause des Idin-Dagan, Sohnes des Mâr-irsitim, [5] dessen eine Front die Hauptstrasse des Gottes Bunene, dessen zweite Front das Haus der Nîši-inišu, der Šamašpriesterin, Tochter des Anatum [bildet], welches[f] Amat-Mamu, die Šamašpriesterin, Tochter des Sin-šamuḫ [von?] Ibni-Šamaš, dem Wahrsager, dem Sohne des Abumvakar als ihren [10] Kindesanteil erhalten hatte; eine Sklavin Ulmaššitum-tukultî; eine Sklavin Ilî-bašti, ein ...., dessen Gewicht 5 Minen, 1...— Stein, 1...– Stein [15] ...... 1 Bett,......

All das ist es, was Ibni-Šamaš, der Wahrsager, Sohn des Abumvakar, der Ḫugultum der ŠU. GI[g], seiner Frau [20] gegeben hat.

Solange Ḫugultum, seine Frau lebt, wird ihre Habe sie selbst benützen[h].

Irgendwann immer (in Zukunft) sind Marduk-mubâlit und Ibni-Šerum (?), ihre Kinder, ihre Erben. [25—31] (*Nur einzelne Worte sind erhalten*). Bei [Šamaš......]

[a] *[SAG]. BI.* [b] *ŠIL. DAMAL. LA.* [c] *KU*^{ti} [d] *KI. LAL. BI.*
[e] *UKUR. ŠÛ.*

[f] scil. Haus (Z. 1).
[g] Irgend eine priesterliche Berufsbezeichnung.
[h] Wörtl. „ihre eigene Hand halten“.

[29] ... *Ib-ni-[il] Šamaš barûm* [30] ...*u* [31] ...*i-ra-ag-gu-mu-ši* [32] *[niš [il]...]* *u Am-mi-za-du-ga šarrim* [33] *[it]mû.*	und Ammî-zaduga, dem König haben sie geschworen.
	9 Zeugen [b]
[43] *varah Têbîtum* [a] *ûmum 20 [kan]* [44] *šattum Am-mi-za-du-ga LUGAL E.* [45] ...	[43] Am 20, Têbîtum, im Jahre, in welchem König Ammî-zaduga...

[a] *AB. E.* [b] Die Namen werden hier übergangen.

Das Gesetzbuch unterscheidet zweierlei Geschenke des Mannes an die Frau, welche auch in verschiedener Weise normiert werden, worauf zuerst Müller mit Recht hingewiesen hat[1]).

1) Die „Morgengabe“ *(nudunnû)*. Über dieses Geschenk verfügt die Frau nicht; sie hat bei Lebzeiten das Nutznießungsrecht, nach dem Tode gehört es ausschließlich ihren Kindern, gemeinsam. (§ 171 Ende).

2) Eine Schenkung an „Feld, Garten, Haus und [anderer] Habe“, welche der Gatte seiner Frau irgendwann während ihres gemeinsamen Ehelebens macht und schriftlich beurkundet. Über eine solche Schenkung darf die Frau insoferne verfügen, daß sie dieselbe einem bevorzugten Kinde frei zuwenden darf; ihrem Bruder aber darf sie ein solches Geschenk nicht überlassen (§ 150).

Die Urkunden bestätigen durch ihr Schema diese Scheidung, und es ist daher stets darauf zu achten, von welcher Art Schenkung die Rede ist, mit anderen Worten, unter welchen der zwei erwähnten Paragraphen die betreffende Urkunde zu subsumieren ist.

Meissner[2]) hat mit Recht die Urkunden CT VIII 33[b] und CT VI 38[a] als Illustration für den § 150 angeführt. Die Klausel, daß die Frau das empfangene Geschenk unter ihren Kindern demjenigen, „das sie verehrt und ihr Herz befriedigt“ oder „demjenigen, das sie liebt“ vermachen darf, weist auf die Norm des § 150 hin.

Dagegen ist unsere Urkunde sicher als ein Fall aus der Praxis für den § 171 (Ende) anzusehen, und von jenen zwei zu trennen. Darauf weisen die Z. 21—24 hin. Sie besagen: Zu Lebzeiten hat die Frau das Nutznießungsrecht an der Schenkung, nach ihrem Tode sind ihre Kinder die Erben, nicht aber irgend ein von der Mutter erwähltes Lieblingskind.

[1]) D. H. Müller: Die Gesetze Hammurabis S. 126, 142.

[2]) Assyriol. Miscellen III S. 48.

Im Einzelnen ist zu bemerken:

Z. 8—10. Diese drei Zeilen sind wegen der Lücke schwierig, und die Übersetzung nur erraten. Der Hauptinhalt des Vertrages wird aber dadurch nicht alteriert.

Z. 22. *ga-az-za-ma u-ka-al.* Dieselbe Phrase kommt auch in der erwähnten Schenkungsurkunde CT II 24, Z. 26 vor: *a-di ba-al-ṭa-at ga-az-za-ma ú-ka-al* (?) [1]) vor. Ferner ebenfalls in einer Schenkungsurkunde CT VIII 5[a], Z. 15—16: [15] *a-di Mu-na-vi-ir-[tum] ba-al-ṭi-[at]* [16] *e[klam] bîtam amtam ga-za-ma (?) ú-ka-[al].* Was bedeutet sie aber? Schon der Zusammenhang sowohl hier wie dort erfordert den Sinn, „nutznießen [2]), das Genußrecht haben". Doch philologisch ist die Redensart schwierig. *ú-ka-al* von *akâlu* abzuleiten geht aus drei Gründen nicht: Erstens müßte Praes. *ukkal* heißen, zweitens ist die Form II[1] von diesem Verbum meines Wissens, gar im Sinne von „genießen", nicht belegt, drittens paßt die Verbindung „ihre Hand [3]) ausschließlich (ma!) wird es genießen" logisch nicht.

Ich glaube daher *ú-ka-al* am besten von כול „tragen, halten, fassen", das nur in der Form II[1] vorkommt [4]), ableiten zu dürfen. Die Redensart ist metaphorisch, bedeutet wörtlich „ihre Hand wird es (das Vermögen) halten, umfassen", im Sinne: sie darf es benützen.

Z. 23—24. Ist unsere Urkunde eine Illustration zum § 171, dann muß man annehmen, dass außer den hier genannten zwei Söhnen sonst keine Kinder vorhanden waren.

§ 173—174.

Diese zwei Normen werden in besonders interessanter Weise durch folgende Urkunde illustriert resp. ergänzt, welche zugleich auch den § 148 beleuchtet:

[1]) So ist das Zeichen sicher zu lesen. Vergleicht man dasselbe mit dem vierten Zeichen derselben Zeile *(al)*, wird man leicht ersehen, daß *Pinches* dasselbe verlesen haben muß.

[2]) So übersetzt auch richtig Meissner, wenn er auch unrichtig transskribiert. Es steht deutlich *ṭi*, nicht ta (?).

[3]) Möglich wäre allerdings auch zu übersetzen: „Solange Ḫugultum lebt, ist ihre Habe *in* ihrer Hand ausschließlich, sie darf sie genießen. Ähnlich an den zwei anderen Stellen. Allein das Fehlen der Präposition *ina* wäre doch auffällig.

[4]) Zu der bei Delitzsch HWB s. v. notierten Form li-kul-ka NE XI 225, angeblich I[1] von *kâlu* vgl. Jensen KB VI 248, Z. 228 (oben) und Anm. 1 ibid.

R. 59. *Samsuiluna.* XVI. Jahr (1. XI).

Deklaration in Erbsachen.

1 *Ibik-*^{il} *Nu-ni-tum m[âr Pu-zu-lim]* 2 *ša itti Ta-ak-ku-[bi]*[a] *um[mišu]*[b] 3 *a-na bît* ^{il}*Marduk-na-ṣir mâr...* 4 *i-ru-bu-ú*

1 Ibik-Nunitum, S[ohn des Puzzulum], welcher mit seiner Mutter Takkubî in das Haus des Marduk-nâsir, Sohnes des... eingetreten war

Ta-ak-ku-bi 5 *ki-ši-it-ti i-lim ik-šú-uz-zi-***ma** 6 *a-na daianim*[c] *is-ni-ku-***ma** 7 *daianû*[c] *e-zi-ib-ša ik-bu.*

— nachdem die Takkubî 5 ein Schlag Gottes[g] betroffen hatte; sie[h] zu den Richtern gekommen waren, haben die Richter ihre Scheidung ausgesprochen —

8 *Ibik-*^{il} *Nu-ni-tum a-na-* ^{il}*Mar-duk-na-ṣi-ir* 9 *ki-a-am ik-bi um-ma šú-ma*

Ibik-Nunitum hat gegenüber Marduk-nâsir also ausgesagt, er selbst:

10 *ma-ri Pu-uz-zu-lim-ma* 11 *a-na-ku u-ul a-bi at-ta*

10 der Sohn des Puzzulum ausschließlich bin ich; du bist nicht mein Vater.

12 *ana ma-tema*[d] *Ibik-*^{il}*Nu-ni-tum mâr Pu-zu-lim* 13 *a-na I-din-*^{il}*NIN. ŠAḪ mâr* ^{il}*Marduk-na-ṣir* 14 *a-na eklim bitim ù mu-za-az* 15 *abullê*[e] 16 *ul iragam*[f].

Niemals wird Ibik-Nunitum, Sohn des Puzulum gegen Idin-NIN. ŠAḪ, Sohn des Marduk-nâṣir wegen des Feldes, des Hauses und des 15 Haupttor-Wächteramtes Klage erheben.

Rev.[i] 1 *niš* ^{il} *Šamaš* ^{il}*Marduk Sa-am-su-i-[lu-na]* 2 *ù al Sippar*^{ki} *it-mu-[ú].*

Bei Šamaš, Marduk, *Samsuiluna* und der Stadt Sippar haben sie geschworen.

12 Zeugen.

Tabl. Ob. Rand: 1 ^{varaḫ} *Šabaṭum*[k] *ûmum 1*^{kan} 2 *šattum Sa-am-su-i-lu-na LUGAL. E* 3 *BÀD* ^{AN}*DA. DI.*

Am ersten Šabâṭum des Jahres, in welchem der König Samsu-iluna die Mauer des Gottes DA. DI [errichtet hatte].

[a] Vom Schreiber augelassen. [b] *DA[MAL. A. NI].* [c] *DI. TAR.* [d] *UKUR. ŠÚ.* [e] *KÁ. GAL pl.* [f] *INIM. NU. MAL. MAL. A*

[g] D. h. eine unheilbare Krankheit.
[h] Scil. Mann und Frau.
[i] Im Case. [k] *AŠ. A.*

Rev. ^{3} *pân* ^{il} *Sin-ri-me-ni šakkanakkim* [a] ^{4} *pân* ^{il} *Sin-ri-me-ni ḫa-za-nu-um* ^{5} *pân Ibik-* ^{il} *A-ra-aḫ-tum mâr E-til-pu* ^{6} *pân Nu-úr-* ^{il} *Kab-ta mâr Ilu-šu-ba-ni* ^{7} *p[ân] Ibik-ilí-na mâr GAB(?) DINGIR. RA.* ^{8} *pân E-te-[i]-a-tum mâr* ^{il} *Sín-na-ṣi-ir* ^{9} *pân A-na-* ^{il} *Šamaš-li-ṣi* ^{amêl} *EGIR. ṢAB.* ^{10} *pân* ^{il} *Ramman-[ša]r-rum mâr Na-ra-am-ilí-šu* ^{11} *pân Ib-b[a-tu]m mâr Ilu-šu-a-bu-šu* ^{12} *pân Ni-id-nu-š[a] mâr* ^{il} *Sín-i[lum]* ^{13} *pân* ^{il} *Sín-na-di-šú-mi mâr Ri-ib-* ^{il} *UR.RA* ^{14} *pân Ni-id-nu-ša mâr* ^{il} *Sín-i-din-nam* ^{15}......

[a] *NER. NITAḪ.*

Diese Urkunde ist als Illustration der Gesetzestheorie von hohem Interesse, und steht auch mit ihrem eigentümlichen Rechtsfall unter den familienrechtlichen Urkunden dieser Zeit einzig da. Der komplizierte Rechtsfall ist folgender:

Die Frau Takkubî heiratet als zweiten Ehemann den Marduk-nâṣir, dem sie von der ersten [1]) Ehe einen Sohn Ibik-Nunitum mitbringt. Nun wird Takkubî von ihrem Gemahl wegen (unheilbarer?) Krankheit gerichtlich geschieden. Die Folge dieser Scheidung ist nun, daß ihr Sohn aus erster Ehe auf jeden Erbschaftsanspruch väterlicherseits verzichtet, indem er vor Gericht ausdrücklich erklärt, er sei nicht der Sohn des Marduk-nâṣir, sondern der des ersten Ehemannes Puzzulum.

Der ungewöhnliche Fall beleuchtet gleichzeitig zwei Bestimmungen im Ḫammurabigesetze.

Die §§ 148—149 normieren den Fall einer unheilbaren Krankheit (laḫbum) [2]). Dem Manne steht das Recht zu, eine zweite Frau zu nehmen; dann muß er aber die kranke lebenslänglich versorgen. Der Frau steht aber auch das Recht zu, Scheidung zu verlangen, unter Rücknahme ihrer Mitgift. Es wird in unserem Fall auch anzunehmen sein, daß die Richter die Scheidung auf Wunsch der Frau aussprechen, und dann stimmt die Theorie mit der Praxis vollkommen überein.

Doch bilden in unserer Urkunde die eigentlichen Rechtsparteien nicht Mann und Frau, sondern Stiefvater und — Sohn, und die Rechtsfrage betrifft die Erbschaft.

Der Fall, wie er in unserer Urkunde vorliegt, wird im Gesetze

[1]) Es wird nicht gesagt, ob die erste Ehe durch den Tod des Mannes oder durch Scheidung aufgelöst wurde. Letzteres dünkt mir wahrscheinlicher, dem Kontext nach zu urteilen.

[2]) Nach D. H. Müller „Abzehrung, Schwindsucht“, nach Oefele-Winckler „climacterium“.

direkt nicht normiert, allein er kann aus einer analogen Bestimmung des Gesetzes deduziert werden. Die §§ 172—174 behandeln den Fall der Wiederverheiratung der Frau und die Erbansprüche der Kinder an das Vermögen, der Mutter d. h- an ihre Mitgift (šeriktum) im Falle ihres Todes. Gebiert sie auch dem zweiten Manne Kinder, dann teilen sie den Nachlaß der Mutter zusammen mit den Kindern vom ersten Mann. Bleibt sie in der zweiten Ehe kinderlos, dann sind ihre einzigen Erben ihre Kinder aus der ersten Ehe, die Stiefkinder aus der zweiten haben keinen Anspruch. Daraus folgt logischerweise, daß auch ihre Kinder aus der ersten Ehe keinen Anspruch erheben können an das Vermögen ihres Stiefvaters (des zweiten Ehemannes der Mutter), im Falle ihr Stiefvater stirbt oder wie in unserem Falle die Ehe wegen Krankheit der Frau aufgelöst wird.

Somit bildet unsere Urkunde mit der Verzichtleistung des Stiefsohnes auf das Erbe des Stiefvaters eine willkommene Ergänzung aus der Rechtspraxis, ein Pendant gewissermassen zu den §§ 173—174 des Gesetzbuches.

Im Einzelnen ist in der Urkunde noch folgendes zu bemerken:

Z. 3—4. a-na bit... i-ru-bu-u. Der Plural bezieht sich auf Mutter und Sohn. Die Redensart *ana bitim erebu* im Sinne „heiraten“, von der Frau ausgesagt, kommt in CH. einigemal vor, so Kol. XIII[a], 41—42, 74—79; IX[a], 52—55; XIV[a], 22—33.

Z. 5. *kisitti ilim ikšuzzi* „ein Schlag (wörtlich: ein Packen) von Gott hat sie betroffen“. Die Phrase kann nur im Sinne einer plötzlichen (epileptischen?) Krankheit aufgefaßt werden.

Im CH. kommt im ähnlichen Sinne *li-bi-it ilim* vor „ein Schlag von Gott, ein Unfall“ Kol. XXII 77; es handelt sich dort wohl um eine plötzlich ausgebrochene Tierseuche. Hebräisch wäre dem Sinne nach: הנה יד ה׳ הויה במקנך Ex. III 9 heranzuziehen. Vgl. auch וגם יד ה׳ היתה בם Deut. II 15.

Z. 14—15. *mu-za-az abullê* „Torwächter“ vielleicht im königlichen Palaste. Es ist jedenfalls eine staatliche Amtsstellung, die erblich ist, weshalb der Stiefsohn auf dieselbe verzichtet. Im CH Kol. XVI[a], 51 (§ 187) wird ein *mûzaz êkallim* genannt.

Im dritten Abschnitte der Abhandlung erörtert der Verfasser die Frage:

3) Welche Rechtsverhältnisse resp. Rechtsinstitutionen weisen die Urkunden auf, die im Gesetzbuch gar nicht behandelt werden?

Folgende, im CH nicht normierte Rechtsinstitute werden aus den Urkunden nachgewiesen:

a) Societat *(tappûtum)*, *b)* Rückkauf *(paṭâru)*, *c)* Tausch *(pûḫum)*, *d)* Vollmacht *(ana kabî)*, d. h. Stellvertretung (bei Kauf, Darlehen, Pacht, Ehe), *e)* Schuldassignation *(zâzu)*.

Der Verfasser vermutet, daß diese Rechtsverhältnisse wenigstens teilweise in der Lücke des CH zwischen den §§ 65—98 behandelt waren. In diese Lücke gehört auch das seinerzeit von Meissner[1]) publizierte Fragment *Dt. 81*, das schon Scheil und nach ihm die anderen Erklärer des CH mit Recht dieser Lücke zugewiesen haben. Das Fragment enthält den einzig erhaltenen Paragraphen aus der Gruppe über Hausmiete. Glücklicherweise können wir aus den Urkunden drei weitere Normen über Hausmiete entnehmen:

1) Der Mieter trägt die Kosten etwaiger Reparaturen. Das geht aus CT VIII 23[b] (AS III 36) hervor, und stimmt auch mit der Bestimmung in der Serie *ana ittišu* überein.

2) Kündigt der Vermieter dem Mieter die Wohnung[2]), darf Letzterer die Auslagen für die Reparaturen in Abschlag bringen.

3) Zieht der Mieter aber freiwillig aus, kann er der gemachten Auslagen wegen keine Ersatzansprüche erheben.

Letztere zwei Bestimmungen figurieren mit kleinen Varianten als Klausel in den Hausmietsverträgen **R. 35, 36**, die aber von Ranke nicht ganz verstanden wurde. **R. 36** bildet — wie schon Ranke in der Erklärung von Nr. 35 (Umschrift Nr. 7) l. c. S. 24 richtig bemerkt hat — ein Duplikat zu R 35, doch ist es der obigen Klausel wegen wichtig auch **R. 36** in Umschrift und Übersetzung hier folgen zu lassen.

R. 36[3]). *Ḫammurabi.* Jahr? (1. VIII).

[1] *Bit Ri-ba-t[im]* [2] *itti Ri-ba-t[im] aššat* [il] *Šamaš*[4]) [3] [f] *NIN.*	[1] Das Haus der Ribatum hat von Ribatum der Šamašpriesterin

[1]) Beiträge zur Assyriologie III 501—504.

[2]) Doch wohl vor Ablauf des verabredeten Termins.

[3]) Der Umschrift ist das Case zugrunde gelegt, die Ergänzungen in [sind nach dem Tablet.

[4]) Tablet Z. 1—2: [1]Bît Ib-ga-tim [2]itti Ib-ga-tim. Nach R 35, 3 ist es der Vater der Ribatum, der hier also statt der Tochter auftritt.

ŠAḪ-na-[sir] 4 *mâr Nu-úr-a-li-[šú]* 5 *a-na ki-iṣ-ri šattim [1^{kam}-šú]* 6 *ú-še-ṣi*	NIN. ŠAḪ-nâṣir Sohn des Nûr-ališu 5 gegen Mietzins für 1 Jahr gemietet.
7 *ki-iṣ-ri šattim 1^{kam}-[šú]* 8 *3 šiḳil kaspim* 9 *išaḳal*	Als Mietzins für ein Jahr wird er drei Sekel Silber zahlen.
10 *ri-eš-ti ki-iṣ-r[i šattim]* 11 *1$^1/_2$ šiḳil kaspim* 12 *ma-ḫi-ir*	10 Als Anzahlung des Mietzinses für ein Jahr ist 1$^1/_2$ Sekel Silber empfangen worden.
13 *^{varaḫ} Ti-ri ûm 1$^{[kam]}$* 14 *i-na ri-eš-ti-š[u]* 15 *i-ru-ub*	Am 1. des Monats Tîru, in dessen Anfange 15 ist er eingezogen.
16 *3 isinni* [1] *^{il} Šamaš 1 šîrum(?) [10 KA šikarum* [2] 17 *i-pa-ḳi-id*	Drei Festgaben für Šamaš, ein Stück Fleisch, 10 KA Wein wird er liefern.
18 *pân Avil-^{il} R[ammân]* 19 *mâr Sin-e-ri-[ba-am]* 20 *pân ^{il} Rammân-ba-ni* 21 *mâr Ma-ri-im*	Zwei Zeugen.
22 *^{varaḫ} Ti-ri ûm 1^{kam}* 23 *šattum ^{il} Taš-me-[tum]*	Am 1. Tîru, im Jahre der Göttin Tašmetum.
Rand links [3]: 24 *a-na ma-na-aḫ-ti bitim šum-ma be-el bitim* 25^b [4] *a-na và-ša-bi-im* 26^b *ta-ṣi ik-[ta]-bi* 27^b *ma-na-aḫ-tam i-na-di-in* 25^a *šá ^{il} NIN. ŠAḪ-na-ṣir* 26^a *a-na be-el bitim šarram(!)* 27^a *ú-ul i-šá-si (!)* [6].	24 Wegen der Auslagen für das Haus [geschieht also]: Wenn der Hausherr zum Inwohner „du sollst ausziehen" spricht, wird er [5] die Kosten (Auslagen) rückerstatten, damit ?) NIN. ŠAḪ-nâṣir nicht gegen den Hausherrn den König (d. h. das Gericht) anrufe.

Das Verständnis der Klausel Z. 24 ff. hängt natürlich von der Fassung des Begriffes *mânaḫtum* ab.

In seinen „Altbabylonischen Rechtsurkunden" S. 152—154 hat der Verfasser ausführlich über diesen Begriff in den Urkunden gehandelt. Es hat sich gezeigt, daß *mânaḫtum* nichts Anderes als „Kosten, Auslagen" bedeuten kann.

Diese Bedeutung ergibt sich auch mit voller Evidenz aus obiger Urkunde, und aus den betreffenden Klauseln in einigen anderen

1) *EZEN.* 2) *BI.* 3) Nur im Case.

4) So sind sinngemäss die eng an einander geratenen Zeilen zu trennen.

5) Scil. der Hausherr.

6) So ist wohl nach brieflicher Mitteilung Rankes zu lesen.

Verträgen bei Ranke, die hier im Zusammenhange zur gegenseitigen Beleuchtung angeführt werden sollen.

R. 23 [1]. **Z. 14—16** T a b l e t: *ma-na-aḫ-ti* ^iṣ^ *kirim i-ma-ru-**ma** i-pa-al-šu* „n a c h d e m er [2]) die Auslagen für den Garten geprüft haben wird, wird er sie ihm [3]) ersetzen“.

R. 35 [4]), **Z. 18—25** C a s e: *a-na ma-na-aḫ-ti bîtim šá và-[ša]-bu-um i-šá-ka-nu ûm ^um^ be-el bitim a-na và-šá-bi-im ta-zi ik-ta-bu-ú ma-na-aḫ-ta-šu i-na-ga* [5])*-ar ûm ^um^ và-šá-bu-um li-ba-šú-ú* [6]) *it-ta-zu-ú i-na ma-na-aḫ-ti-šú i-t[e-el]-li* [7]).

„Wegen der Auslagen für das Haus, welche der Inwohner machen wird, [geschieht also]: Am Tage da [8]) der Hausherr zum Inwohner „du sollst ausziehen“ spricht, darf er [9]) seine Auslagen in Abzug bringen [10]); am Tage da der Inwohner aus freiem Willen auszieht, geht er seiner Auslagen verlustig [11])“.

R. 83 [12]), **Z. 25**: *ma-na-aḫ-ti iš-ku-nu šá um-mi-a-nim-[m]a* „die Auslagen, welche sie (die Pächter) gemacht haben, gehören ausschließlich zum Grundkapital“.

Wie man sieht, ergeben alle obigen Stellen, wenn für *mànaḫtum* der Begriff „Auslagen“ statuiert wird, einen vorzüglichen Sinn und bestätigen also über allen Zweifel die Richtigkeit der Ausführungen des Verfassers über diesen Punkt in der vorher genannten Abhandlung.

Betont sei noch endlich, daß dieses Wort „mânaḫtum“ bis jetzt sich ausschließlich fast nur in H a u s m i e t s- und F e l d p a c h t v e r t r ä g e n hat konstatieren lassen, wo eine Klausel über etwaige Auslagen eben ganz natürlich ist.

Im CH kommt das Wort nur zweimal (§ 47, Z. 61; § 49, Z. 42) vor; beidemal in Normen, die über F e l d b e b a u u n g handeln, und an beiden Stellen paßt die Bedeutung „Auslagen“ e i n z i g und a l l e i n in den Kontext, während alle übrigen Übersetzungen [13]) dieser Paragraphen unrichtig sind.

[1]) I n h a l t der Urkunde: *A* pachtet von *B* einen Garten zur Bebauung.

[2]) Scil. der Eigentümer des Gartens.

[3]) Scil. dem Pächter. [4]) Es ist dies das Duplikat von R 36.

[5]) Tabl. *ka.* [6]) Tabl. *i-na li-[bi-š]ú.*

[7]) Tabl. *ma-na-aḫ(?)-tam ú-ul i-na-ka-[ar].* [8]) Oder: sobald.

[9]) Der Inwohner. [10]) Wörtl. „abbrechen“.

[11]) Tabl. „darf er die Auslagen nicht in Abzug bringen“.

[12]) I n h a l t: Zwei Leute pachten gemeinsam einige Felder zur Bebauung.

[13]) S c h e i l: „ferme“; M ü l l e r: „Wohnhaus“ (§ 47); „Unterhalt“ (§ 49); P e i s e r: „Auskommen“; W i n c k l e r: „Unterhalt“; H a r p e r: „maintenance“.

Es sei deshalb gestattet, hier eine revidierte Übersetzung des vielleicht im ganzen Gesetzbuch schwierigsten § **47** vorzubringen: „Wenn der Pächter, weil im ersten Jahr seine Auslagen nicht aufgegangen sind [1]), das Feld zu bebauen [einen Anderen] bevollmächtigt [2]), wird der Eigentümer des Feldes die Vollmacht nicht erteilen [3]) (?). Nachdem sein Pächter selbst [4]) sein Feld bebaut [5]) haben wird, wird er zur Zeit der Ernte gemäß seinem Vertrage das Getreide erhalten“.

Nur in dieser Fassung gibt die Norm philologisch und sachlich einen klaren, verständlichen Sinn:

Der Pächter darf nicht wegen etwaiger im ersten Jahr erlittener Verluste die Bebauung des Feldes einem Anderen durch Vollmacht überweisen. Der Eigentümer des Feldes darf auf persönliche Fortsetzung der Pacht bestehen. Der einmal geschlossene Vertrag bindet den Pächter ohne Rücksicht auf die Ertragsergiebigkeit des Bodens und die daraus für ihn entspringenden Folgen.

Ein Vergleich obiger Übersetzung des § 47 mit allen übrigen, die auch unter einander stark variieren, wird die Richtigkeit der ersteren umso überzeugender hervortreten lassen.

Im IV. Abschnitt der vorliegenden Abhandlung wird eine systematische Zusammenstellung all jener Einzelheiten geboten, welche sich aus den Urkunden für das Proceßverfahren in der Ḫammurabizeit ergeben. Hiebei wird besonders die Frage nach der Existenz einer Appelation vom Urteile eines Richterkollegiums an eine höhere Instanz erörtert. Verfasser gelangt zu dem schon in seinen „Altbabyl. Rechtsurkunden (S. 26)“, teilweise ausgesprochenen Resultat, daß keine Appellhöfe vorhanden waren, sondern daß eine Wiederaufnahme der Klage in derselben Sache in gewissen näher uns nicht bekannten Fällen zulässig war.

[1]) Scil in den Ernteeinkünften, so daß der Pächter Verlust erleidet.

[2]) *iktabi!* Das Wort hat hier einen juristisch prägnanten Sinn „bevollmächtigen“. Vgl. die Urkunden, die Feldpacht durch Vollmacht behandeln (*ana kabî*). Schorr: Altbab. Rechtsurkunden S. 158.

[3]) Ich möchte das schwierige *uppaṣ* von *vapâṣu* √ופץ (als II[1]) ableiten, und bei Annahme einer Metathesis mit arab. פויץ (d-o mit Punkt) zusammenstellen, das ebenfalls in Piel „ein Geschäft übertragen, Vollmacht erteilen“ bedeutet.

[4]) ma! der Betonung.

[5]) Z. 67 ist *ı-ir-ri-iš* zu lesen, wie schon richtig bei Winckler.

16. M. THADÉE SMOLEŃSKI. **Austro-węgierskie wykopaliska w Górnym Egipcie, 1907 roku.** *(Recherches exécutées dans la Haute Egypte par la mission austro-hongroise en 1907).*

Les premières fouilles austro-hongroises en Egypte ont pu être entreprises grâce aux libéralités de M. Philippe Back, Hongrois, résidant au Caire, et ce sont les collections du Musée national de Budapest qui en ont recueilli les fruits. Sur la recommandation de M. Gaston Maspero, directeur du Service des Antiquités en Egypte, j'ai été placé à la tête de cette campagne scientifique et, au mois de janvier de l'année courante, j'ai entrepris des recherches un peu au sud de Charouna, village situé sur la rive droite du Nil, dans la région du désert arabe, entre la petite ville de Magaga et la raffinerie de sucre de Cheikh-Fadl, à l'antique nome d'Oxyrhynchus. Je me proposais d'étudier minutieusement la vaste nécropole de diverses époques où à plusieurs reprises on avait autrefois fait des fouilles, mais qui n'avait jamais été soigneusement explorée.

Je commençai tout d'abord par copier les inscriptions qui couvrent un immense tombeau rocheux de la VI-e dynastie, dans lequel reposent le dignitaire Pepi-Anth-Choua et son épouse Mérout. Ce tombeau taillé dans le calcaire, comprend quatre salles supérieures et des corridors souterrains. Sur les parois se sont en partie conservés des bas-reliefs, représentant des scènes de la vie posthume des défunts; ces bas-reliefs accusent encore des traces de polychromie. Les inscriptions hiéroglyphiques nous rapportent les titres nombreux du prince qui fut l'ami personnel de son souverain, son lecteur et secrétaire, puis gouverneur des provinces méridionales, grand-maître du palais des Pharaons, trésorier, etc. Le cimetière qui s'étend au nord et à l'ouest du tombeau de Choua, n'a donné lieu à aucune découverte importante. En vain l'on a pris la peine de vider quelques dizaines de puits sépulcraux, taillés dans le roc à une profondeur de plusieurs mètres, de fouiller avec soins les salles funéraires; les résultats ont été insignifiants et ont démontré que la nécropole de Charouna avait été antérieurement dépouillée de ce qu'elle contenait. On n'a recueilli que quelques masques coloriés en bois et en argile, quelques statuettes d'Osiris, des tables d'offrandes et quantité d'ustensiles de formes très variées. Beaucoup plus intéressantes en revanche ont été les fouilles opé-

rées au pied du cimetière, sur un plateau appelé Kom-el-Ahmar, où j'ai découvert toute une série des blocs calcaires, chargés de bas-reliefs et d'inscriptions hiéroglyphiques, provenant d'un ancien temple qui vraisemblablement s'élevait jadis dans le voisinage. Ces pierres n'ayant pas été trouvées in situ, il n'est pas possible de déterminer exactement la position du temple; mais les cartouches que nous lisons sur les blocs. permettent de connaître le nom du fondateur de l'édifice sans aucun doute d'imposantes proportions: c'est Ptolémée Soter, général d'Alexandre-le-Grand, mort en 287, avant J. C. Ce même plateau a fourni aussi quelques curieux fragments de l'art copte, restes d'une église aujourd'hui détruite. On voit dans les maisons du village de Charouna de nombreux débris de ce temple ptoléméen et de cette église copte qui ornent l'extérieur des murs des habitations arabes.

Au commencement de mars je me suis transporté sur la rive gauche du Nil et j'ai choisi comme champ de mes travaux les environs de la petite ville de Fechu, dans le désert libyque non loin du village de El-Gamhoud. Au début même de mes recherches j'ai découvert une nécropole gréco-romaine. jusqu'ici complètement ignorée des archéologues. Près de soixante-dix sarcophages en bois contenant des momies ont été retirés de leurs sépultures en terre; presque tous étaient dans un bon état de conservation et portaient une ornementation picturale et des inscriptions. Les scènes religieuses représentées sur ces cercueils sont d'une haute valeur pour l'histoire des croyances de l'antique Egypte: une de ces images est même unique en son genre: c'est celle du poisson sacré Oxyrhyncus. placé sur la dépouille mortelle d'un défunt couché; cette scène a des attaches avec le mythe d'Osiris. Une foule de masques funéraires, souvent ornés de magnifiques dorures, des sandales, des statuettes, des canopes, etc., ont encore pu être recueillis et forment un riche butin pour les musées. En outre, j'ai aussi mis au jour deux stèles démotiques qui ont été soumises à l'examen de M. Spiegelberg à Strasbourg, et une multitude de cartonnages avec des textes hiératiques, démotiques et grecs.

L'état de ma santé et les grandes chaleurs survenues en avril m'ont forcé de remettre la direction des recherches entre les mains d'Ahmed-Bey-Kamal, conservateur du musée du Caire, qui, pendant quelques semaines encore a continué — et avec un succès tout aussi constant — à tirer des sarcophages du sol d'El Gamhoud. La né-

cropole est loin d'être épuisée; mais il faudra s'enfoncer plus avant dans le désert libyque pour y découvrir un cimetière du Moyen-Empire qui s'y trouve. Les résultats de la campagne scientifique de Charouna et d'El Gamhoud seront publiés dans les périodiques spéciaux, et notamment dans „les Annales du Service des Antiquités“ du Caire. Les objets découverts dans les deux localités précitées ont été expédiés par le Nil au Caire où l'on a procédé au partage avec le gouvernement égyptien. Vingt-deux sarcophages et quelques objets de moindre dimension ont été attribués au musée du Caire; le reste est devenu la propriété du musée national de Budapest et des collections impériales de Vienne. De plus, M. Philippe Back a bien voulu offrir trois sarcophages à l'Académie des sciences de Cracovie, grâce à la chaleureuse entremise de M. le comte Thadée Bolesta-Koziebrodzki, ministre plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie en Egypte, qui a généreusement cédé à la même institution un quatrième sarcophage dont M. Back lui avait fait présent. Les fouilles de 1907 sont les premières qui aient été exécutées sous les auspices de la Monarchie Austro-Hongroise dans la vallée du Nil; elles ne sont, espérons-le, que le point de départ d'une suite ininterrompue de recherches qui placeront l'Autriche-Hongrie à un rang honorable parmi les nations qui protègent et subventionnent les études sur le lointain passé de l'Egypte aux lieux mêmes où se déroula l'histoire des Pharaons.

Nakładem Akademii Umiejętności.

Pod redakcyą

Sekretarza Generalnego Bolesława Ulanowskiego.

Kraków, 1907. — Drukarnia Uniwersytetu Jagiellońskiego, pod zarządem J. Filipowskiego.

26 Października 1907.

PUBLICATIONS DE L'ACADEMIE
1873—1902

Librairie de la Société anonyme polonaise
(Spółka wydawnicza polska)
à Cracovie.

Philologie. — Sciences morales et politiques.

»Pamiętnik Wydz. filolog. i hist. filozof.« *(Classe de philologie, Classe d'histoire et de philosophie. Mémoires)*, in 4-to. vol. II—VIII (38 planches, vol. I épuisé). — 118 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń Wydz. filolog.« *(Classe de philologie. Seances et travaux)*, in 8-vo, volumes II—XXXIII (vol. I épuisé). — 258 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń Wydz. hist. filozof.« *(Classe d'histoire et de philosophie. Séances et travaux)*, in 8-vo, vol. III—XIII, XV—XLII, (vol. I. II. XIV épuisés, 61 pl.) — 276 k.

»Sprawozdania komisyi do badania historyi sztuki w Polsce.« *(Comptes rendus de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne)*, in 4-to, vol. I—VI (115 planches, 1040 gravures dans le texte). — 77 k.

»Sprawozdania komisyi językowej.« *(Comptes rendus de la Commission de linguistique)*, in 8-vo, 5 volumes. — 27 k.

»Archiwum do dziejów literatury i oświaty w Polsce.« *(Documents pour servir à l'histoire de la littérature en Pologne)*, in 8-vo, 10 vol. — 57 k.

Corpus antiquissimorum poëtarum Poloniae latinorum usque ad Joannem Cochanovium, in 8-vo, 4 volumes.

Vol. II, Pauli Crosnensis atque Joannis Visliciensis carmina, ed. B. Kruczkiewicz. 4 k. Vol. III. Andreae Cricii carmina ed. C. Morawski. 6 k. Vol. IV. Nicolai Hussoviani Carmina, ed. J. Pelczar. 3 c. — Petri Roysii carmina ed. B. Kruczkiewicz. 12 k.

»Biblioteka pisarzów polskich.« *(Bibliothèque des auteurs polonais du XVI e. XVII siècle)*, in 8-vo, 41 livr. 51 k. 80 h.

Monumenta medii aevi historica res gestas Poloniae illustrantia, in 8-vo imp., 15 volumes. — 162 k.

Vol. I, VIII, Cod. dipl. eccl. cathedr. Cracov. ed. Piekosiński. 20 k. — Vol. II, XII et XIV. Cod. epistol. saec. XV ed A. Sokołowski et J. Szujski; A. Lewicki. 32 k. — Vol. III, IX, X, Cod. dipl. Minoris Poloniae, ed. Piekosiński. 30 k. — Vol. IV, Libri antiquissimi civitatis Cracov. ed. Piekosiński et Szujski. 10 k. — Vol. V, VII, Cod. diplom. civitatis Cracov. ed. Piekosiński. 20 k. — Vol. VI, Cod. diplom. Vitoldi ed. Prochaska. 20 k. — Vol. XI, Index actorum saec. XV ad res publ. Poloniae spect. ed. Lewicki. 10 k. — Vol. XIII, Acta capitulorum (1408—1530) ed. B. Ulanowski. 10 k. — Vol. XV, Rationes curiae Vladislai Jagellonis et Hedvigis, ed. Piekosiński. 10 k.

Scriptores rerum Polonicarum, in 8-vo, 11 (I—IV, VI—VIII, X, XI, XV, XVI, XVII) volumes. — 162 k.

Vol. I, Diaria Comitiorum Poloniae 1548, 1553, 1570. ed. Szujski. 6 k. — Vol. II, Chronicorum Barnardi Vapovii pars posterior ed. Szujski. 6 k. — Vol. III. Stephani Medeksza commentarii 1654 — 1668 ed. Seredyński: 6 k. — Vol. VII, X, XIV, XVII Annales Domus professae S. J. Cracoviensis ed. Chotkowski. 14 k. — Vol. XI, Diaria Comitiorum R. Polon. 1587 ed. A. Sokołowski. 4 k. — Vol. XV. Analecta Romana, ed. J. Korzeniowski. 14 k. — Vol. XIV. Stanislai Temberski Annales 1647—1656, ed. V. Czermak. 6 k.

Collectanea ex archivo Collegii historici, in 8-vo, 8 vol. — 48 k.

Acta historica res gestas Poloniae illustrantia, in 8-vo imp., 15 volumes. — 156 k.

Vol. I, Andr. Zebrzydowski, episcopi Vladisl. et Cracov. epistolae ed. Wisłocki 1546—1553. 10 k. — Vol. II, (pars 1. et 2.) Acta Joannis Sobieski 1629—1674, ed. Kluczycki. 20 k. —

Vol. III, V, VII, Acta Regis Joannis III (ex archivo Ministerii rerum exterarum Gallici) 1674—1683 ed. Waliszewski. 30 k. — Vol. IV, IX, (pars 1. et 2.) Card. Stanislai Hosii epistolae 1525—1558 ed. Zakrzewski et Hipler. 30 k. — Vol. VI, Acta Regis Ioannis III ad res expeditionis Vindobonensis a. 1683 illustrandas ed. Kluczycki. 10 k. — Vol. VIII (pars 1. et 2.), XII (pars 1. et 2.), Leges, privilegia et statuta civitatis Cracoviensis 1507—1795 ed. Piekosiński. 40 k. Vol. X, Lauda conventuum particularium terrae Dobrinensis ed. Kluczycki. 10 c. — Vol. XI, Acta Stephani Regis 1576—1586 ed. Polkowski. 6 k.

Monumenta Poloniae historica, in 8-vo imp., vol. III—VI. — 102 k.

Acta rectoralia almae universitatis Studii Cracoviensis inde ab anno MCCCCLXIX, ed. W. Wisłocki. T. I, in 8-vo. — 15 k.

»Starodawne prawa polskiego pomniki.« *(Anciens monuments du droit polonais* in 4-to, vol. II—X. — 72 k.

Vol. II, Libri iudic. terrae Cracov. saec. XV, ed. Helcel. 12 k. — Vol. III, Correctura statutorum et consuetudinum regni Poloniae a. 1532, ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. IV, Statuta synodalia saec. XIV et XV, ed. Heyzmann. 6 k. — Vol. V, Monumenta literar. rerum publicarum saec. XV, ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. VI, Decreta in iudiciis regalibus a. 1507—1531 ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. VII, Acta expedition. bellic. ed. Bobrzyński, Inscriptiones clenodiales ed. Ulanowski. 12 k. — Vol. VIII, Antiquissimi libri iudiciales terrae Cracov. 1374—1400 ed. Ulanowski. 16 k. — Vol. IX, Acta iudicii feodalis superioris in castro Golesz 1405—1546. Acta iudicii criminalis Muszynensis 1647—1765. 6 k. — Vol. X, p. 1. Libri formularum saec. XV ed. Ulanowski. 2 k.

Volumina Legum. T. IX. 8-vo, 1889. — 8 k.

Sciences mathématiques et naturelles.

»Pamiętnik.« *(Mémoires)*, in 4-to, 17 volumes (II—XVIII, 178 planches, vol. I épuisé). — 170 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń.« *(Séances et travaux)*, in 8-vo, 41 vol. (319 planches). — 376 k.

»Sprawozdania komisyi fizyograficznej.« *(Comptes rendus de la Commission de physiographie)*, in 8-vo, 35 volumes (III. VI — XXXIII, 67 planches, vol. I. II. IV. V. épuisés). — 274 k. 50 h.

»Atlas geologiczny Galicyi.« *(Atlas géologique de la Galicie)*, in fol., 12 livraisons (64 planches) (à suivre). — 114 k. 80 h.

»Zbiór wiadomości do antropologii krajowej.« *(Comptes rendus de la Commission d'anthropologie)*, in 8-vo, 18 vol. II—XVIII (100 pl., vol. I épuisé). — 125 k.

»Materyały antropologiczno-archeologiczne i etnograficzne.« (*Matériaux anthropologiques, archéologiques et ethnographiques*), in 8-vo, vol. I—V, (44 planches, 10 cartes et 106 gravures). — 32 k.

Świętek J., »Lud nadrabski, od Gdowa po Bochnią.« *(Les populations riveraines de la Raba en Galicie)*, in 8-vo, 1894. — 8 k. **Górski K.**, »Historya piechoty polskiej« *(Histoire de l'infanterie polonaise)*, in 8-vo, 1893. — 5 k. 20 h. »Historya jazdy polskiej« (*Histoire de la cavalerie polonaise*), in 8-vo, 1894. — 7 k. **Balzer O.**, »Genealogia Piastów.« (*Généalogie des Piasts*), in 4-to, 1896. — 20 k. **Finkel L.**, »Bibliografia historyi polskiej.« (*Bibliographie de l'histoire de Pologne*) in 8-vo, vol. I et II p. 1—2, 1891—6. — 15 k. 60 h. **Dickstein S.**, »Hoëne Wroński, jego życie i dzieła.« (*Hoëne Wroński, sa vie et ses oeuvres*), lex. 8-vo, 1896. — 8 k. **Federowski M.**, »Lud białoruski.« (*L'Ethnographie de la Russie Blanche*), in 8-vo, vol. I—II. 1897. 13. k.

»Rocznik Akademii.« *(Annuaire de l'Académie)*, in 16-o, 1874—1898 25 vol. 1873 épuisé) — 33 k. 60 h.

»Pamiętnik 15-letniej działalności Akademii.« *(Mémoire sur les travaux de l'Académie 1873—1888)*, 8-vo, 1889. — 4 k.